Coup de semonce

Journal de la Convergence des luttes anticapitalistes 2010

An Anti-capitalist reader

Montréal-Toronto:
Résistance au G8-G20 Resistance

Mis à jour! / Up-to-date!
4 juin / June 4th

Coup de semonce !

Ce journal est le fruit d'un effort collaboratif entre plusieurs groupes et individus impliqués dans la Convergence des luttes anticapitalistes 2010 (clac2010.net). Cette nouvelle alliance, de filiation plus ou moins directe avec la CLAC originale, s'est tissée à Montréal entre janvier et mars 2010 en réponse à l'appel lancé par le Toronto Community Mobilisation Network (attacktheroots.net) en vue d'organiser une convergence communautaire et anticapitaliste contre la tenue des sommets du G8 à Huntsville, On., et du G20 à Toronto, les 25, 26 et 27 juin prochain. La CLAC 2010 est constituée de groupes et individus liés au Bloc AMP-Montréal, au Regroupement anti-G20 Étudiant (rage2010.net), à la Coalition féministe radicale contre le G20 et à divers autres collectifs et organismes anticapitalistes de Montréal et des environs. Lors des échanges qui ont mené à la formation de la CLAC 2010, une préoccupation majeure soulevée par plusieurs participant-e-s a été de faire en sorte que cette alliance soit porteuse d'une campagne d'éducation populaire et de consolidation des luttes anticapitalistes à l'échelle locale, et non seulement d'une mobilisation ponctuelle vers un contre sommet sans lendemain à Toronto. Ce journal s'inscrit dans cette perspective.

Warning shot!

This paper is the product of a collaboration between various collectives and individuals associated with the Anti-capitalist convergence 2010 (clac2010.net). This new alliance, which is only loosely connected to the former CLAC, was created between January and March 2010 in response to the call-out put out by the Toronto Community Mobilisation Network (attacktheroots.net) for a community, anti-capitalist, mobilisation against the upcoming G8 (Huntsville, On.) and G20 (Toronto) Summits, on June 25, 26 and 27. CLAC 2010 is made up of groups and individuals linked to the Montreal PGA-Bloc, the Anti-G20 Students' Coalition (rage2010.net), the Anti-G20 Radical Feminists' Coalition and various other anti-capitalist organisations from the greater Montreal area. Through the early discussions that led to the creation of CLAC 2010, a central concern raised by many participants was to make sure that this alliance be more of a popular education campaign and a long term effort to consolidate local anti-capitalist struggles than merely a punctual counter-summit mobilisation. This paper is a direct response to this concern.

La campagne de la CLAC 2010 est soutenue par les groupes et réseaux suivants
The CLAC 2010 campaign is endorsed by the following groups and networks:

Apatrides Anonymes, Bloquez l'Empire - Montréal, Centre des femmes d'ici et d'ailleurs, Centre de Femmes de Pointe Saint–Charles, Centre des travailleurs et travailleuses immigrants, Coalition féministes radicales contre le G20, Collectif Opposé à la Brutalité Policière (COBP), Comité des sans-emploi Montréal-Centre, FRAPRU, No One Is Illegal - Montréal, Parti Communiste Révolutionnaire (PCR), Pointe Libertaire, POPIR, Projet accompagnement Solidarité Colombie, Q-Team, Réseau de la Commission populaire, Regroupement anti-G20 étudiant (RAGE), Regroupement autonome des jeunes de l'Estrie (RAJE), Solidarité sans frontières, Sorcières, Tadamon!, Union Communiste Libertaire - Montréal, et plus.

Graphisme et mise en page par Berte et enunmot.

Table des matières

Tous les articles sont en ligne: www.clac2010.net



La route est longue vers ce lieu dont nous rêvons, mais jour après jour, nous traçons les pistes qui mènent au monde que nous désirons. Nous sommes en marche, **nous sommes partout** et nos rangs s'élargissent de jour en jour.

Pris-e-s à l'étroit entre deux crises, nous n'avons plus le luxe d'attendre l'improbable suicide du système. Anticapitalistes, il est temps que d'un élan commun nous abattions l'ennemi commun.

Car le caractère qui nous uni est né d'un sentiment partagé de révolte contre l'injustice et la misère engendrées par un système fondamentalement malsain. Nous sommes à la croisée des révoltes contre ces autres systèmes d'oppression que sont le patriarcat, le classisme, le racisme, le colonialisme, l'impérialisme et l'hétérosexisme. Procédant d'une même logique, tous ces systèmes se répondent, se complètent et renforcent l'exploitation capitaliste.[1]

Mais ce système porte en lui son ennemi le plus redoutable : la colère de celles et ceux qui souffrent par lui.

Les ingénieurs du capitalisme global parlent aujourd'hui de « crises » pour expliquer les lézardes qui fissurent les fondements de leur édifice. **Mais pour les exploité-e-s, les opprimé-e-s et les oublié-e-s du système, le capitalisme lui-même n'a jamais été autre chose qu'une crise violente, perpétuelle, qui s'abat chaque jour sur leurs vies**.

Les gouvernement nationaux, fidèles serviteurs du Capital, trahissent ouvertement leurs populations en transférant les fonds publics vers les institutions responsables de la prétendue « crise », celles qu'on dit « trop grosses pour échouer » - « *too big to fail !* ».[2]

C'est d'ailleurs pour régler les mécanismes de la concentration des richesses que les dirigeants et idéologues du G8 et du G20 se réuniront à Huntsville et Toronto les 25, 26 et 27 juin prochain. Rien ne révolte plus, disait Voltaire, que des personnages qui parlent à froid de leurs crimes.

L'oppression, c'est évident, ne disparaît pas sans l'insurrection de celles et ceux qui en subissent les coups. Mais pour que nos révoltes portent, pour réellement ébranler les structures du pouvoir, il nous faudra unir nos forces. Puisque tous les systèmes qui nous oppriment s'appuient les uns sur les autres pour rester debout, il ira de soi que nous nous unissions pour faire s'écrouler leur structure.

Lorsque les artisans de l'injustice se réunissent près de chez-nous derrière des palissades, des verrous et des hordes de chiens de garde, ruer dans les brancards pour fracasser l'illusion du consentement est la moindre des choses.

Mais ne nous contentons pas bêtement des artifices du spectacle. Les sommets du G8 et du G20, comme les rencontres du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale du commerce, ne sont que des mascarades où les chantres de la globalisation réitèrent ponctuellement leur consensus. Leurs machinations, elles, ne connaissent aucun répit et se perpétuent impitoyablement d'heure en heure, de jour en jour.

Pour citer un des articles publiés ici, « *Nous ne percevons pas les manifestations contre les sommets comme des fins en elles-mêmes, mais comme des occasions de mobilisation et de contestation, ainsi que des lieux de rencontres et de convergences, afin de mettre en commun nos forces, nos pratiques et nos savoirs.* »

Liguons donc nos luttes contre le monstre capitaliste, mais, surtout, unissons-nous au quotidien, dans nos communautés, dans nos localités et au-delà des frontières. Soyons anticapitalistes du matin jusqu'au soir, où que nous allions et quoi que nous fassions, dans nos choix de consommation aussi bien que dans nos rapports humains, dans nos rapports avec la nature et avec la vie. Forçons chaque jour les changements que nous voulons et façonnons dès aujourd'hui le monde que nous souhaitons.

Aujourd'hui, la route nous mène à Toronto pour protester contre le G8 et le G20, mais demain le système global d'exploitation sera toujours en place, et il le sera tant et aussi longtemps que nous ne prendrons pas ensemble tous les moyens nécessaires pour l'éradiquer.

Appel : À l'assaut du G8/G20 !

Convergence anticapitaliste sur Toronto les 25, 26 et 27 juin 2010
La plaisanterie a assez duré...

Pour réserver votre siège:
transportg20@gmail.com

Visitez :
http://clac2010.net/
http://rage2010.net/
http://attacktheroots.net/

1Le capitalisme a surgi du Moyen-Âge et s'est consolidé par la mainmise graduelle des bourgeoisies nationales sur les mécanismes du pouvoir. Il s'est fondé sur le sexisme et a systématisé le racisme ; il a toujours exploité plus, pour toujours générer plus de profits. Il s'est répandu par la violence aux quatre coins du monde, s'est enraciné partout et a défini tous les soi-disant empires. Il a mangé toutes les révolutions, a traversé toutes les idéologies et capturé tous les États.

2 En temps de prospérité, les États privatisent agressivement tout ce qui ne l'est pas encore et permettent que les richesses s'accumulent sans limites dans les mains des plus riches ; en temps de « crise », les coûts de l'échec du système sont impitoyablement socialisés et ce sont les plus pauvres qui, inévitablement, accusent le plus durement la brutale diminution de la qualité de vie générale.

Editorial

In a time of universal deceit, telling the truth becomes a revolutionary act.
- George Orwell

The long road to that future we've been dreaming of lies ahead. The Architects of Injustice cannot stop us as we blaze our own trails and push forward on the road to the world we long for. We will not stop, we are everywhere, and every day more people join our march.

As we find ourselves caught between two major crises, the time has come for us to rise up in empowered unity and proclaim our true nature as ANTI-CAPITALISTS.

We must define our struggle in this way, must join together in denouncing and revolting in the face of the misery and injustices caused by this fundamentally malevolent system. Our sense of outrage at the ravages of capitalism is firmly rooted in the belief that all systems of oppression -- patriarchy, classism, racism, colonialism, imperialism and heterosexism, to name a few -- are inextricably linked, interdependent and that the same flawed logic is used to justify their existences.

But this system produces its own worst enemy: the uncontrollable anger of those who suffer by its hand.

The engineers of global capitalism speak today of "crises" to explain the cracks which are slowly stretching through the foundations of their edifice. But for the exploited, the oppressed and the forgotten of the system, capitalism itself has never been anything other than a violent, self-perpetuating crisis that affects their lives every single day.

National governments, the loyal lackeys of Capital, openly betray their populations by funnelling public funds straight to the institutions responsible for the so-called crisis, those who are, as they tell us, "too big to fail".

It is Voltaire who said that nothing is more revolting than men who speak of their crimes in cold blood. The leaders and ideologues of the G8 and G20 will meet to discuss the details of their familiar strategy, devising new antidemocratic schemes and regulating the mechanisms of wealth concentration. We will be there to meet them in Huntsville and Toronto on June 25, 26 and 27, 2010.

We will be there because oppression will never cede without an insurrection of the oppressed. But for our revolts to have lasting effects, for them to really shake the structures of power, we will need to unite our forces. Just as all of our oppressors band together to prop each other up, so must we pull together to blow their card house down.

As the Architects of Injustice meet in our backyards behind fences and hordes of guard dogs, to take the street, to shout out our anger and to shatter the illusion of consent is the least we can do.

But let's not stop at attacking the spectacle. The G8 and G20 summits, just like IMF, World Banks and WTO meetings, are nothing else than expensive masquerades where the advocates of globalisation reiterate their consensus. But their machinations are mercilessly perpetuating themselves hour after hour, day after day, summit or no summit.

To quote one of the articles included in this reader, "*We conceive of counter-summit demonstrations as a mean rather than an end in itself: they are opportunities for mobilisation and contestation, as well as meeting and convergence points where we can unite our forces, practices and knowledge.*"

Let's consolidate our struggles against the capitalist monster, but most of all let's unite from day to day, in our communities, in our towns and neighbourhoods, and across the borders. Let us be anti-capitalists day and night, whatever we do and wherever we go, in our consumption choices as well as in our relations with each other, with nature and with life itself. Let's forge the changes we want and build the world we desire.

Today, our paths lead us to Toronto to protest the G8 and G20 meetings, but tomorrow the global exploitation system will still be in place, and it will remain so until we, together, use all the means necessary to eradicate it once and for all.

Call-out: Attack the roots! Storm the G8 and G20!!

Anti-capitalist convergence on Toronto - June 25, 26 & 27, 2010
The joke has gone on long enough…

To reserve a spot on the magic bus: **transportg20@gmail.com**
Please visit:
http://clac2010.net/
http://rage2010.net/
http://attacktheroots.net/



Le G20, une organisation criminelle

Par le Regroupement Anti-G20 Étudiant (RAGE)

Le G20 (ou groupe des 20), c'est une organisation qui regroupe les plus grands de ce monde. Pour maintenir l'état actuel des choses (crises, guerres, destruction de la planète), ils se sont donné un forum économique pour en discuter. Ce forum économique a été créé en 1999 après la succession de crises financières dans les années 1990, comme si le problème de l'économie capitaliste n'était que la spéculation et la finance, et qu'il suffirait de contrôler les marchés. Ça, c'est leur solution!

Le G20, en fait, c'est un G8 (Groupe des huit puissances mondiales) élargi représentant plus des deux tiers du commerce et de la population mondiale et plus de 90 % du produit mondial brut. Cela signifie que ce sont les pays riches et « émergents » qui se partagent les ressources de la terre. En plus de la crème des économistes et des banquiers du Fond monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ce sont les ministres des Finances et les dirigeants-e-s des banques centrales qui se rencontrent. Dernièrement, se sont joints à eux les chefs d'État, afin de mieux nous faire avaler la crise qui sévit en ce moment.

Rappelons-nous que c'est en grande partie les gouvernements des différents États qui ont sauvé l'économie mondiale de son effondrement éminent, durant la dernière crise économique. Il s'agit donc bel et bien d'un lieu privilégié de la bourgeoisie mondiale. Le Forum du G20 s'inscrit dans une logique similaire aux autres institutions capitalistes décidant du sort de l'humanité. Dans le contexte actuel des crises, le G20 se veut de plus en plus comme un organe de gouvernance mondiale que comme un simple forum économique. Comme quoi l'économie est politique!

Bien que cette organisation se prétende ambassadrice du « nouvel ordre mondial », étant un outil de l'impérialisme, elle ne représente que les intérêts des différentes classes dominantes au pouvoir, et cela, malgré tous leurs discours sur la pauvreté dans le monde et l'environnement. Dans ce domaine, le Canada fait bonne figure, puisque l'idéologie dominante affirme que le Canada est le « plus meilleur pays du monde », et non une nation impérialiste. Les intérêts des différents peuples opprimés et des travailleurs et des travailleuses exploité-e-s se trouvent ailleurs, dans les luttes qu'ils et qu'elles mènent aux quatre coins de la planète contre ce pouvoir destructeur et criminel.

D'ailleurs, lors du dernier sommet du G20 à Pittsburgh en 2009, plusieurs questions ont été soulevées avec, bien sûr, la crise comme toile de fond. Pourtant, ces questions fondamentales touchent et affectent plusieurs aspects de nos vies. Sous le couvert de la sécurité énergétique, des changements climatiques, des écarts entre pays pauvres et pays riches, de la relance économique par la demande privée (sic), c'est le profit qui règne et détermine leurs politiques.

Les conséquences sont nombreuses et très concrètes. Ailleurs, ce sont des guerres et la crise alimentaire, ici ce sont les coupures dans les services sociaux et le chômage. Sous ce régime de domination, le FMI et la Banque mondiale dictent des « recommandations » afin de donner du crédit aux pays pauvres. Le cas de l'Argentine est assez éloquent à ce sujet, puisqu'il a été forcé de se restructuer afin de payer ses dettes. De même, à Haïti, les plus pauvres en sont réduit-e-s à manger des galettes d'argiles avec un peu de sel. Ce ne sont pas des exemples extrêmes, mais bien une situation généralisée. En effet, des pays produisent des richesses destinées aux marchés mondiaux avant de répondre aux besoins de leurs populations locales et se retrouvent donc dépendants et sans autonomie alimentaire. La crise alimentaire témoigne de l'exploitation dans laquelle vivent des millions de personnes.

Comment s'émanciper sous la domination impérialiste

Dans le coeur des cités impérialistes, les attaques se font également sentir. Les coupures dans l'éducation, la santé et les services sociaux répondent aux critères des institutions comme le G20. Les tarifs pour les transports, les garderies, l'électricité augmentent, mais nos salaires suivent rarement cette tendance. Par contre, la croissance des budgets militaires est continuelle.. Dans le même ordre d'idées, il apparaît clair que l'environnement et la croissance économique sont difficilement conciliables. Pourtant, le G20 souhaite relancer l'économie et la croissance, et à la fois lutter contre la destruction de l'environnement. De plus, le Canada, avec ses politiques non environnementales et ses sables bitumineux, est un bon exemple de toute l'hypocrisie derrière de tels sommets. Pas de pitié ou même d'humanité à attendre de leur part, car ils sont convaincus que seulement une hausse continuelle des profits pourrait les aider à sortir de cette crise

Pays ou organisation	Rang en 2008 (PIB)
États-Unis	1
Japon	2
Chine	3
Allemagne	4
France	5
Royaume-Uni	6
Italie	7
Russie	9
Brésil	10
Canada	11
Inde	12
Mexique	13
Australie	14
Corée du Sud	15
Turquie	17
Indonésie	19
Arabie Saoudite	23
Argentine	29
Afrique du Sud	32
UE	1

qui, d'ailleurs, leur déplaît autant à eux qu'aux exploité-e-s de ce monde, mais pas pour les mêmes raisons. La véritable problématique réside dans le pourquoi et comment nous voulons sortir de la crise. C'est à travers cette question qu'on peut voir les réels intérêts des différents groupes face à la crise, car entres les exploité-e-s et le G20, il n'y a pas d'intérêts communs, de compromis ou de réformes possibles. Peu importe ce que le G20, les organisations néo-libérales, les organisations réformistes ou « sociale-démocrate » ou encore les syndicats vendus au capital, peuvent nous dire, car ils n'ont pour solution qu'une collaboration défaitiste avec ceux qui nous exploitent. C'est avant tout dans la lutte que nous nous reconnaissons et que nous mettons de l'avant nos intérêts pour les masses populaires. Résister et lutter contre le capitalisme - ici avec le Regroupement Anti G20 Étudiant - nous donne les outils pour développer une critique et une alternative conséquente face au capitalisme et à l'impérialisme.

Queer G20 Call-Out

The G20 is invading Toronto from June 25th to 27th, 2010. This is a callout to militant queers everywhere; trans people, dykes, homos, faggots, cocksuckers, and genderfuckers: come to ATTACK!

We all know why the G20 needs to be opposed: world leaders getting together secretively to make destructive global capitalist advances from behind closed doors. The G20 represents the interests of the forces which oppress queers on a daily basis, from the state and police as tools of repression to fundamentalist, right-wing Christian agendas, to enabling more corporate power and environmental destruction.

FUCK THAT.

We live in a world where queers are treated like absolute shit, where the rich are conducting a colonial and ecological genocide, where racial profiling is still acceptable, and where we are forced to live off the backs of others. We will never be able to fully express our identities or build supportive communities while we continue to live in this system of privilege and domination. And this will continue until we destroy the powers that stand between us and our decisions and dreams.

Luckily, queers come backed up with a long history of resistance. This will be especially poignant during the G20 because the 41st anniversary of the Stonewall riots falls on June 27! Our queer forebearers taught themselves how to organize, how to resist, and how to fight the cops on the streets, all the while still living their own brave lives, which in itself is an act of love and revolt.

When the G20 comes to Toronto, we will make it evident that radical queers are powerful, fierce, and a tangible threat. That we are unpredictable, ungovernable, and pissed-off. During the G20 summit, we have a special opportunity to show the powers that oppress us just how hard we are willing to fight for the world (and parks) we desire (to fuck in)!

So, queers, come to Toronto, bring your affinity groups, your pink-and-black bandannas, your heels, your ceramic dildos, your plans and your flaming raging spirits. Stay tuned for specifically queer actions to come, and know that the G20 resistance will be full of queer anarchist comrades.

Check out this callout from the Southern Ontario Anarchist Resistance:
http://www.anarchistnews.org/?q=node/10935
As well as what is being planned by the Toronto Community Mobilization Network at:
http://g20.torontomobilize.org/

DISCLAIMER: We are in no way encouraging you to do anything illegal or disruptive, because something like that could actually shift the power balance and change things, and that would be very very naughty of you. Please just sit at home, go to work, and watch your life pass you by.



Le mouvement des mouvements ou l'altermondialisme

Par le Regroupement Anti-G20 Étudiant (RAGE)

En réaction à la mondialisation du capitalisme se dresse un mouvement appelé altermondialisme ou antimondialisation. Ce dernier, souvent associé au slogan « un autre monde est possible », serait composé par la « nouvelle société civile transnationale » : les féministes, les syndicalistes, les paysans, les ouvriers, les écologistes, les anarchistes, les antimilitaristes, les organisations non gouvernementales, les groupes religieux et certains partis politiques de gauche et d'extrême gauche. En réalité, il prend racine dans les contextes locaux particuliers, et n'étant pas une organisation unie, mais un amalgame d'actions, de pratiques et de discours, il n'a pas d'existence en soi, et encore moins sur le plan international. Il demeure avant tout un phénomène de réaction critique à la mondialisation du capitalisme et d'une idéologie spécifique, le néolibéralisme. La mondialisation des luttes locales est d'ailleurs due au développement des télécommunications. À cause de cette dynamique, les mouvements sociaux et la contestation se sont étendus internationalement.

Le véritable catalyseur de cette contestation tire son origine, et s'y réaffirme par le fait même constamment, des manifestations et autres actions entourant les grands sommets – OMC, G8, G20, OTAN, etc. En fait, c'est lors du somment de l'OMC à Seattle en 1999 que naît le mouvement altermondialiste, bien qu'il y ait eu quelques signes avant-coureurs, dont l'impact mondial du soulèvement zapatiste et les grèves antimondialisation en décembre 1995 en France. Cette pratique de l'agir politique est devenue tradition en se poursuivant du sommet de Gênes, en 2001 jusqu'à Strasbourg en 2008, Londres en 2009, et bientôt Toronto.

Le discours altermondialiste s'est bâti sur une critique de l'économie néo-classique, laquelle considère que la richesse globale et l'intérêt général – c'est-à-dire l'intérêt des consommateurs et des producteurs – seraient maximisés dans le cas où le marché serait libre de toute ingérence morale ou politique. Dans une perspective néolibérale, il faudrait que la logique économique s'applique à toutes les sphères de la vie. Or, la poursuite de cette idéologie a pour conséquences directes une rationalisation et une flexibilisation de la main d'œuvre. Depuis la fin de la guerre froide, un marché mondial s'est constitué, entraînant des difficultés pour les mouvements sociaux de gauche et d'extrême gauche au niveau de la légitimation, de la mobilisation et de l'articulation d'une critique crédible et forte du capitalisme. En cela, l'altermondialisme se démarque d'eux. Malgré la pluralité des discours et des pratiques qu'il englobe, il a réussi à obtenir un certain internationalisme, une certaine repolitisation des conflits et à mobiliser plusieurs milliers de personnes lors des contre-sommets



De la pratique des contre-sommets

Le matin du 30 novembre 1999, la « bataille » de Seattle s'enclenche. En même temps naît une pratique qui dure depuis, celle des contre-sommets. Or, les événements de Seattle sont depuis longtemps devenus des symboles de la lutte altermondialiste, des symboles qui perdent leur efficacité, qui s'effritent…

Depuis Seattle, l'univers médiatique a associé la tactique des Black Blocs au contre-sommet et à l'altermondialiste. Elle consiste à se regrouper en bloc en fonction d'un esthétisme vestimentaire, le noir, exprimant leur radicalisme. N'empêche, ils demeurent minoritaires dans la multitude des activistes et des manifestants qui décident plus ou moins spontanément d'avoir recours à la violence lors de manifestations. En fait, le Black Bloc se déploie tel « un vaste drapeau noir tissé de corps flottant au cœur de la manifestation.» En fait, un Black Bloc n'a pas de taille fixe et n'est nullement une organisation permanente. Composé de militant-e-s et de groupes affinitaires, il se créée spontanément, d'où l'utilisation du terme tactique.

En 2001, les contre-sommets sont nombreux et portés par un nouvel espoir de changement réel. En avril, à Québec, pendant le sommet des Amériques, il y a eu le premier périmètre de sécurité, interdit aux manifestants. Il y a eu également le sommet de l'Union européenne en juin à Göteborg en Suède et les premières balles réelles tirées sur les manifestants. Puis en juillet, il y a eu Gênes, un mort, de nombreux blessés. Chaque contre-sommet vient avec une diversité des tactiques et les sempiternels débats entre le recours à la violence et l'usage de la non-violence, entre lesdits casseurs et ceux qui pratiquent la désobéissance civile non violente. Mais déjà, le Black Bloc est une tactique contestée – à tout le moins tant qu'elle ne s'inscrira pas à l'intérieur d'un mouvement social fort. En effet, malgré toute sa portée symbolique et sa présence dans l'imaginaire de nombreux anticapitalistes, la sécurité et les tactiques policières sont devenues tellement raffinées qu'il devient nécessaire de se questionner sur son

efficacité réelle, sans toutefois récuser l'usage d'une certaine violence à l'égard des forces policières ni de s'opposer à la destruction des biens matériels.

« *Tout se passe comme si les gauchistes accumulaient les raisons de se révolter de la même façon que le manager accumule les moyens de dominer. De la même façon, c'est-à-dire avec la même jouissance.* »

- Appel (anonyme)

Altermondialisme ou antimondialisation?

Le mouvement altermondialiste pourrait difficilement être qualifié de révolutionnaire. En fait, sa critique de la mondialisation capitaliste se scinde principalement en deux grandes branches — les réformistes et les radicaux. Seuls les radicaux remettent directement en question les fondements mêmes du capitalisme ainsi que le système étatique actuel. En fait, l'altermondialisme est avant tout social-démocrate, compte tenu de la teneur des discours qui sont mis de l'avant. Les antimondialistes, quant à eux, se disent anticapitalistes – de diverses tendances – et considèrent ce dernier antidémocratique et injuste dans son fondement même. Par conséquent, son abolition serait légitime, souhaitable et même nécessaire.

Le Regroupement Anti G20 Étudiant auquel nous appartenons, de par ses principes communs, se positionne d'emblée dans la branche antimondialisation. En effet, en tant que regroupement anticapitaliste, nous appelons à une mobilisation massive lors du prochain G20, et pas seulement pour manifester calmement dans les rues de Toronto ni pour réclamer d'être entendus comme une voix égale et légitime à la leur. Nous nous opposons clairement au mode de distribution des ressources et des richesses, à la mondialisation, et à la légitimité de ces dirigeants de prendre des décisions à notre place. Nous ne réclamons pas une voix au chapitre, nous ne revendiquons pas de négligeables réformes, nous nous posons en force d'opposition et de résistance massive.

Frequently Asked Questions

By the Toronto Community Mobilization Network

What is the G8 and G20 Summit?

The G8 and G20 Summits are meetings of the heads of states, financial ministers and bankers of the richest countries in the world. The IMF and World Bank and other institutions are also present.
The G20 consists of finance ministers and central bank governors of 19 countries: Argentina, Australia, Brazil, Canada, China, France, Germany, India, Indonesia, Italy, Japan, Mexico, Russia, Saudi Arabia, South Africa, Republic of Korea, Turkey, United Kingdom, United States of America. The 20th member is the European Union, represented by the rotating Council presidency and the European Central Bank.

In addition, the Managing Director of the International Monetary Fund (IMF) and the President of the World Bank, plus the chairs of the International Monetary and Financial Committee and Development Committee of the IMF and World Bank, also participate in G-20 meetings.

History and Processes of the G8 & G20

Since 1997 when Russia joined the G7, the G8 Summit has been a meeting to discuss how to manage the global economy, by focusing on international trade and relations between the richest and poorest countries. Questions of East-West North-South economic relations, energy, and terrorism have also been recurrent concerns. Over time, agendas of these summits have broadened considerably to include issues such as unemployment, the information highway, the environment, crime and drug trafficking, and a host of political-security issues ranging from human rights through regional security to arms control. Although decisions made at these summits do not have an administrative infrastructure, they have a strong influence on policies at the national and international level.

The responsibility of host rotates throughout the summit cycle at the end of the calendar year, as follows: France, United States, United Kingdom, Russia (as of 2006), Germany, Japan, Italy and Canada. Throughout the year, the leaders' personal representatives – known as sherpas – meet regularly to discuss the agenda and monitor progress. The G8 consists of France, United States, United Kingdom, Russia (as of 2006), Germany, Japan, Italy and Canada.

Due to the changing nature of the global economy, the Group of Twenty (G-20) was established in 1999 and is made up of Finance Ministers and Central Bank Governors of 19 countries and the rotating Council presidency of the European Union and the European Central bank. This group was established to deal with emerging concerns about the global economy in the 1990s. The first meeting of the G-20 took place in Berlin, on December 15-16, 1999, hosted by German and Canadian finance ministers.

At the Pittsburgh G20 summit in 2009, the G20 announced that it would replace the G8 as the main grouping for managing the global economy. This transition took place partly because of the growing strength of some of these economies, but also because of perceptions that without integrating these economies, the legitimacy and dominance of the G8 was in crisis. The G20 thus brings together important industrial and emerging-market countries from all regions of the world. Together, member countries represent around 90 per cent of global gross national product, 80 per cent of world trade (including EU intra-trade) as well as two-thirds of the world's population. The G-20's economic weight and broad membership gives it a higher degree of legitimacy than the G8, and a broader approach to managing the global economy and financial system. However, the ideological framework of

the G20 remains the same as the G8, pushing for neoliberal policies (free-market capitalism and unrestrained deregulation).

What is neoliberalism?

Neoliberalism is an ideology that guides many of the decisions of the G8 and G20 countries. It became the dominant approach to organizing the economy in the 1980s, and argues that by allowing capital to move globally, a wealthier and more productive society will emerge. However, neoliberal policies lead to increased corporate control, and to increased levels of inequality between the rich and the poor - both locally and internationally. Neoliberalism believes that government programmes and protections should be reduced in order to increase economic growth. However, with the globalization of the economy, this growth benefits fewer and fewer multinational corporations. Neoliberal policies include cuts to social services and support, a reduction of tariffs and the privatization of the public sector - including health care, education, social services and environmental protection.

Who is the Toronto Community Mobilization Network (TCMN)?

We are a network of communities, community organizations, NGOs, artists, labour unions, and concerned individuals from Toronto and global allies that have come together to organize events and actions leading up to and during the G8/G20 Summits. We aim to build relationships between anti-capitalist, Indigenous sovereignty, anti-poverty, labour, migrant justice, environmental justice, anti-war, and anti-colonial activists and organizations who are creating the just worlds we want - each with our own unique history, present needs, and sustainable demands.

The Community Mobilization Network is facilitating events and actions demanding self-determination for indigenous peoples, environmental and climate justice, income security and community control over resources, gender justice, disAbility rights, migrant justice and an end to war and occupation.

Why resist the G8 and G20 Summits?

Different organizations and individuals have different reasons for protesting the G8 & G20 meetings.The TCMN maintains that given the colonial, imperial nature of international politics and the disastrous legacy of "free"-markets, the G8 and G20 "leaders" have no legitimacy to manage the global economy and financial system, nor do they represent the best interests of most people or the environment. Yet the decisions the G8 and G20 governments make every day impact people, communities and the planet. The meetings also include participation by the International Monetary Fund (IMF) and World Bank and other neoliberal institutions that have forced countries of the Global South into debt crises and overwhelming poverty. The G8 and G20 meetings attempt to fix capitalsim by cutting social spending and by pushing privatization in the global financial system, furthering the systems of oppression that have led to poverty, environmental destruction and other social injustices.



Communities from across Turtle Island are resisting the G8 and the G20 because the Canadian (Federal, Provincial and Municipal) governments are using the summit to market Canada as a prosperous and stable place for business investments. This while our communities continue to struggle with poverty, violent police repression, cuts to social services, environmental destruction, closed school and increasing marginalization.

What alternatives is the Network proposing?

Different groups within the network have different visions for the world they want. But overall, we want economic systems that allow people and the planet to flourish in all its diversity, political systems that allow communities to make the decisions that affect their lives. We want educational systems that sustain and nourish critical and creative engagement with the world, and social systems that support us ALL, especially at our most vulnerable moments.

Is the TCMN a part of the anti-globalization movement?

If the anti-globalization movement is a movement that is about justice for ordinary people and the planet, then yes, the TCMN is part of the anti-globalization movement. If the anti-globalization movement is a movement that rejects the approach of economic institutions and unrepresentative governments on people's lives - then yes, the TCMN is part of the anti-globalization or global justice movement.

The TCMN acknowledges that the modern world is globally integrated and that the dominant systems and institutions in the world are pushing for further integration of policies, based on free-market economic principles that privilege private industry above people and the planet. At the same time, these systems and institutions limit human freedoms, exploiting and damaging communities and the natural world.

The TCMN wants an alter-globalization movement, one that demands justice and remedies the systemic problems with the current global system.

20 Phallus parmi les plus puissants

Par le collectif Sorcières

Grand moment dans l'histoire du Canada. Du 25 au 27 juin, à Toronto, se réuniront les grands phallus de ce monde (bon, il y a bien un ou deux vagins dans le tas, mais certes pas une majorité) dans le cadre d'un Sommet du G20, ce caucus des pays les plus riches qui se sont autoproclamés les bienfaiteurs de ce monde. Au-delà du fait que personne ne les ait choisis pour s'occuper, seuls, du sort du monde, le G20 n'a aucune légitimité politique.

C'est qui, le G20?

Le G20, c'est le groupe des 20 pays les plus industrialisés de la planète. Une fois par année, ces dirigeants se rencontrent entre copains, c'est-à-dire entre hommes, riches, puissants et très majoritairement blancs, pour discuter des grandes questions de l'heure, telles que la croissance économique et la sécurité. (La sécurité de qui et pourquoi ? Certainement pas celles des femmes migrantes qui cherchent à quitter un pays en guerre, guerre menée soit dit en passant par nos pays riches. Certainement pas non plus pour des raisons humanitaires, féministes ou autres, mais bien évidemment pour protéger la richesse des plus riches, d'autant plus que le développement économique se fait sur le dos des plus pauvres et des femmes.) Cette année, les dirigeant-e-s des 20 économies les plus importantes de la planète seront les invité-e-s de notre charismatique Stephen Harper, qui nous serine depuis quelques mois la chanson de la santé maternelle et infantile.

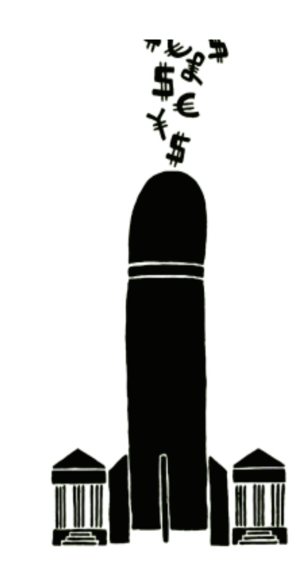
Quelle vision du monde proposent ces phallus?

Les décisions économiques et financières prises par les phallus voleurs et meurtriers du G20 affectent durement les femmes, encore plus durement que les hommes, et ce, partout sur la planète. Une lecture féministe radicale du capitalisme suggère que le maintien de ce système est impossible sans l'extorsion de la force de travail des travailleuses– qui comptent parmi les plus pauvres - par des employeurs hommes (en majorité). Cela dit, non seulement les hommes « achètent » la force de travail des femmes, mais ils s'approprient également GRATUITEMENT le travail des femmes dans l'économie domestique. Le système capitaliste travaille donc de pair avec l'économie patriarcale (et parfois même avec des systèmes archaïques comme le féodalisme). Ainsi, les biens et services produits par les femmes dans la famille (la bouffe, par exemple) le sont gratuitement tandis que s'ils étaient produits sur le marché, ils seraient vendus et la personne obtiendrait un salaire en échange de sa force de travail.

Ajoutons à cela que le système capitaliste « rappelle à l'ordre » les femmes qui auraient un trop grand besoin d'autonomie (et les lesbiennes). Comment ? En offrant de moins bons salaires, de sorte que plusieurs se disent intérieurement ou disent parfois ouvertement qu'elles ont besoin d'être en couple avec un homme pour assurer leur survie ou pour augmenter leur qualité de vie. Ensuite, une fois en couple, elles travailleront GRATUITEMENT pour le conjoint ou le mari qui peut soit 1) vendre ce travail GRATUIT sur le marché du travail (comme dans le cas des femmes qui « donnent un coup de main » à leur mari-travailleur-autonome), ou 2) en tirer immédiatement profit en dégustant un bon souper par exemple. Pour celles qui vivent sans hommes Elles ne se font peut-être pas extorquer leur force de travail par le conjoint, mais plusieurs doivent conjuguer avec les conséquences de la pauvreté. En somme, le fait que 70% des pauvres et 60% des analphabètes dans le monde soient des femmes ne fait pas un pli sur la poche de ces 20. En consolidant leurs intérêts et ceux d'autres hommes bien nantis, les 20 maintiennent - entre autres - les femmes en situation de pauvreté, assurant, du même coup, l'exploitation des femmes dans l'économie patriarcale. Le modèle de développement proposé par ce club select cherche aussi à reproduire des élites mâles qui en profitent.

La santé maternelle et infantile à la sauce Harper

Est-ce pour cette raison que le PM du Canada, roi couronné de l'extrême-droite des quelques arpents de neige, s'est mis récemment à délirer sur la santé maternelle et infantile? Au sommet du G20 (et du G8), le gouvernement canadien tentera de convaincre ses acolytes d'appuyer ses «efforts» concernant l'immunisation, l'accès à l'eau potable, la saine nutrition et l'amélioration de la formation destinée aux travailleurs et travailleuses de la santé présents sur le terrain et affectés aux accouchements et aux soins de santé des enfants. Quasi nulle part on ne parle de planning familial, donc de services d'avortement gratuits et accessibles, et on parle depuis peu d'accès à la contraception, du bout des lèvres. Les chefs de file du capital mondial assurent ainsi la reproduction des privilèges masculins, soient ceux de disposer du corps des femmes et d'empêcher que nous décidions si oui ou non nous voulons des enfants. Dans la vision de l'hôte du G20, les femmes ne sont que des mères, des utérus, et rendent possible, par leurs ovaires qu'ils (hommes) peuvent remplir, la reproduction des systèmes tels que le colonialisme et le racisme mais surtout du système patriarcal (ou des systèmes patriarcaux).



Il apparaît donc important de faire entendre nos voix et notre colère féministes les 25-26-27 juin 2010 à Toronto dans le cadre des résistances contre le G20 organisées par la coalition féministe radicale en lien avec la CLAC 2010.

Surveillez nos activités: **www.clac2010.net**



AUCUNE BARRIÈRE NE PEUT LES PROTÉGER DE LA RAGE DES OPPRIMÉ-E-S



Solidarity and Respect statement

By the Toronto Community Mobilization Network

Preamble

We have come together in solidarity and respect, with the belief that together we can create a movement whose sum is greater than its parts.

We are all striving for similar goals. We are working for a world free of capitalism, sexism, of classism, of racism, of colonialism, of homo/lesbo/bi/transphobia, of environmental destruction, of ableism and of ageism.

We believe that we must embrace honest discussion and debate. We trust that our movement is strong enough, resilient and mature enough to embrace open differences of opinion. We believe that if we are to truly build a socially just world, it will take many different tactics, much creativity and many different approaches. It is this that allows us to work together even when we disagree.

We work together in solidarity and respect. This does not mean we endorse everything each of us does, or that we agree on all things. But we will listen to each other, we will discuss our differences openly and honestly, where necessary, we will agree to disagree and we will support each other when attacked.

We understand that people have different needs regarding safety. That while one person may need to be on the streets in a situation where someone else's actions do not put them in danger, another person may need to know that if they are arrested, they will be supported, regardless of what the state may allege they have done. We know that the way to work through these needs is to hear each other with respect, to strive to understand each other and support each other even if we do not agree.

Media Relations

We will not do the state's work. We will not assist them in dividing our movement, in scape-goating our people, or in attacking our organizations and people.

We believe that in our movement, journalists (especially alternative media and movement media journalists) have a role in this discussion. When they write respectfully, honestly, thoughtfully, with an eye to the consequences of their work, they only assist us in speaking to each other and to the debates we must have if we are to win a better world.
It is with this in mind that we espouse the following principles (taken from the St. Paul principles). These principles are an attempt to outline a working process for us together as organizers:

1. Our solidarity is based on respect for a political diversity within the struggle for social-justice. As individuals and groups we may choose to engage in a diversity of tactics and plans of action but are committed to treating each other with respect;

2. We realize that debates and honest criticisms are necessary for political clarification and growth in our movements. But we also realize that our detractors will work to divide us by inflaming and magnifying our tactical, strategic, personal and political disagreements. For the purposes of political clarity, and mutual respect, we will speak to our own political motivations and tactical choices and allow other groups and individuals to speak on their own behalf. We reject all forms of violence-baiting, red-baiting and fear-mongering; and efforts to foster unnecessary divisions among our movements;

3. As we plan our actions and tactics, we will take care to maintain appropriate separations of time and space between divergent tactics. We will commit to respecting each other's organizing space and the tone and tactics they wish to utilize in that space. We will commit to clearly communicating our choices of tactics wherever possible;

4. We oppose any state repression of dissent, including surveillance, infiltration, disruption and violence. We agree not to assist law enforcement actions against activists and others. We oppose proposals designed to cage protests into high-restricted "free speech" zones, and we will support all those arrested; and

5. We will work to promote a sense of respect for our shared community, our neighbours and particularly poor, working people, immigrants and others marginalized in our society and their personal property. We also will work to promote a sense of respect for Indigenous peoples and the land we are organizing on.

An injury to one is an injury to all!

Déclaration de solidarité

Par le Toronto Community Mobilization Network

Préambule

Nous nous sommes rassemblé-e-s en solidarité et respect, avec l'espoir qu'ensemble nous puissions créer un mouvement dont la somme est plus grande que les parties.

Les objectifs de nos luttes sont similaires. Nous voulons un monde exempt du capitalisme, du sexisme, du classisme, du racisme, du colonialisme, de l'homo/lesbo/bi/trans-phobie, des destructions environnementales, de l'âgisme et de la discrimination fondée sur la capacité.

Nous croyons qu'il est important de discuter ouvertement et honnêtement. Nous sommes confiant-e-s que notre mouvement est assez fort et mature pour accepter les différences d'opinions. Nous croyons que la construction d'un monde socialement juste passe par l'utilisation de plusieurs tactiques, de beaucoup de créativité et d'approches multiples. C'est ce qui nous permet de travailler ensemble, même lorsque nous sommes en désaccord.

Nous travaillons ensemble en solidarité et respect. Cela ne signifie pas nécessairement que nous approuvions ce que chacun-e d'entre nous fait, ou que nous soyons toujours du même avis. Malgré cela, nous écouterons les opinions de tous-toutes, nous discuterons ouvertement et honnêtement de nos différences, nous serons d'accord pour ne pas nous entendre lorsque nécessaire et nous nous soutiendrons les un-e-s les autres lorsque nous serons attaqué-e-s.

Nous comprenons que les besoins de chacun-e diffèrent lorsqu'il s'agit de sécurité. Alors que certaines personnes ont besoin de se trouver dans la rue sans que les actions de quelqu'un-e d'autre ne les mettent en danger, certaines autres peuvent trouver important de savoir que si elles sont arrêtées, elles auront le soutien nécessaire, quelles que soient les accusations portées contre elles par l'état. Nous savons que la meilleure façon de travailler est d'écouter toutes les opinions avec respect et de tenter de se comprendre, même si nous ne sommes pas toujours en accord.

Relations avec les médias

Nous ne ferons pas le travail de l'État. Nous ne l'aiderons pas à diviser notre mouvement, à utiliser nos gens comme boucs émissaires ou à attaquer nos organisations.

Nous croyons que dans notre mouvement, les journalistes (surtout provenant des médias alternatifs et/ou couvrant le mouvement) ont un rôle à jouer dans la discussion. En écrivant respectueusement, honnêtement, en réfléchissant à ce qu'ils-elles disent et aux conséquences de leurs mots, ils-elles favorisent les discussions et débats que nous devons avoir si nous voulons parvenir à construire un monde meilleur.

C'est en gardant ces idées en tête que nous avons décidé de suivre les principes suivants (inspirés des Principes de St-Paul). Ces principes tentent de délimiter une façon de travailler ensemble en tant qu'organisateurs-trices :

1. Notre solidarité est basée sur le respect de notre diversité politique. En tant qu'individus et groupes, nous pouvons décider de nous engager dans une diversité de tactiques et plans d'actions, mais sommes déterminé-e-s à traiter les autres avec respect ;

2. Nous réalisons que les débats et critiques honnêtes sont nécessaires pour aider à clarifier nos idées et à faire évoluer nos mouvements. Mais nous réalisons aussi que nos détracteurs vont tenter de nous diviser en attisant et exagérant nos différences tactiques, stratégiques, personnelles et politiques. Pour des raisons de clarté politique et de respect mutuel, nous parlerons de nos propres motivations politiques et de nos choix tactiques et laisserons les autres groupes et individu-e-s parler pour eux-elles-mêmes. Nous rejetterons toute accusation arbitraire de violence, toute campagne de peur et toute autre démarche favorisant des divisions inutiles au sein de nos mouvements;

3. Lors de la planification de nos actions tactiques, nous prendrons soin de maintenir les séparations temporelles et physiques nécessaires entre deux tactiques divergentes. Nous laisserons à chacun-e l'espace d'organisation nécessaire pour exprimer ses façons de voir et ses tactiques. Nous ferons de notre mieux pour communiquer nos choix de tactiques lorsque possible;

4. Nous nous opposons à toute forme de répression étatique des dissident-e-s, que ce soit par la surveillance, l'infiltration, la perturbation ou la violence. Nous nous entendons pour ne pas collaborer avec les autorités et les forces de police dans leur répression des activistes et des autres. Nous nous opposons aux propositions qui ne servent qu'à placer les manifestations dans des zones hautement restreintes de soi-disant « liberté de parole » et nous appuierons tous-toutes ceux-celles qui seront arrêté-e-s; et

5. Nous travaillerons au développement d'un sentiment de respect pour la communauté que nous partageons, pour nos voisin-e-s et surtout les pauvres, les travailleurs-euses, immigrant-e-s et tous-toutes ceux-celles qui sont marginalisé-e-s par la société ainsi que leur propriété privée. Nous travaillerons aussi à la promotion du respect des autochtones et du sol sur lequel nous nous organisons.

Une blessure faite à l'un-e de nous est une blessure faite à tous-toutes!

Mis à jour!

Dates à retenir / Important dates

Teach-in anticapitaliste / Anti-capitalist teach-in
UQAM, Pavillon Hubert-Aquin, A-2885
400 rue Ste-Catherine est (coin St-Denis)
Samedi le 5 juin 2010, de 12h30 à 17h30
http://www.rage2010.net/

Forum économique international des Amériques / *International Economic Forum of the Americas*
Montréal, Hilton Bonaventure (métro Bonaventure)
Du 7 au 10 juin / June 7-10
(Action à déterminer /Action TBA)
http://www.conferencedemontreal.com/

Sommet des peuples 2010 *People's Summit*
Toronto, Ryerson University
Du 18 au 20 juin / June 18-20
http://peoplessummit2010.ca

Journée d'action sur le thème de la Justice environnementale / *Environmental Justice Themed Day*
Le 23 juin / June 23rd
http://g20.torontomobilize.org/

Journée d'action sur le thème de l'autodétermination des peuples autochtones / *Indigenous Sovereignty and Self-Determination Themed Day*
Le 24 juin / June 24th
http://www.defendersoftheland.org/story/179

Journée d'action communautaire à Toronto / *Toronto Community Day of Action*
Toronto, Allan Gardens (Carlton & Sherbourne)
Le 25 juin, à 14h30 / June 25, 2 PM
http://g20.torontomobilize.org/june25

Manifestation communautaire et syndicale / *Labour-NGO-Community Rally*
Toronto, Départ / Departure : Queen's Park
Le 26 juin, à 13h / June 26, 1 PM
http://g20.torontomobilize.org/node/25
Incluant: / Including:
Convergence anticapitaliste : Get off the Fence! : *Anti-capitalist Convergence*
Toronto, Queen's Park
Le 26 juin, à 13h / June 26, 1 PM
Convoquée par / called for by Southern Ontario Anarchist Resistance (SOAR)
http://g20.torontomobilize.org/getoffthefence

Carnaval anticapitaliste : Saturday Night Fever! *Anti-Capitalist Street Party*
Toronto, Lieu exact à déterminer / Exact location TBA
Le 26 juin, tard en soirée… / Late on the night of the 26th...
Convoquée par / called for by Southern Ontario Anarchist Resistance (SOAR)

Action directe autonome / *Autonomous Direct Action*
Toronto: PARTOUT / EVERYWHERE
Le 27 juin / June 27th
Convoquée par / called for by Southern Ontario Anarchist Resistance (SOAR)

Manif anti-prisons : Fire Works for Prisons!
Toronto, Bruce Mackey Park (Dundas & Wardell)
Le 27 juin, 17 h / June 27, 5:00 pm
http://g20.torontomobilize.org/fire.works.for.prisons

Se rendre à Toronto

Le Comité transport de la CLAC et du RAGE organise le transport collectif. Il y aura deux départs vers Toronto qui se feront au métro Longueuil, le 25 juin. Les premiers autobus partiront un peu après 6h du matin de Montréal, et le deuxième départ se fera aux alentours de 18h. Pour réserver, écrivez à l'adresse suivante : **transportg20@gmail.com.**

Ce que vous devez préciser dans votre e-mail :
- Le nombre de places que vous réservez
- L'heure de départ que vous souhaitez (matin / soir)
- Le montant de votre contribution (volontaire, montant suggéré: 20$)

Le retour de Toronto vers Montréal se fera le dimanche en soirée. Toutefois, un autobus spécial sera prévu pour le lundi matin, au cas où il y aurait des arrêtéEs ou pour les personnes dont les déplacements seraient restreints.

Plus d'infos: **www.rage2010.net**, section "Transport vers Toronto"



Useful information

Organised transportation from Montreal:
- There will be two separate departures on Friday, June 25th: In the early morning and in the early evening;
- The return trip to Montreal will leave Toronto on Sunday, June 27th, in the evening. A special bus might be chartered on Monday as well, if needed;
- Because of the high cost of rental, a donation of $20 by person is suggested. Donations will be collected before departures. No-one will be turned away.
- To reserve a spot on the bus, please visit http://rage2010.net/ and click on the "TRANSPORT VERS TORONTO" tab in the main menu, or write to transportg20@gmail.com, indicating what departure you will take, how many seats you are reserving and the amount of your contribution.

Housing:
- A special committee of the Toronto Community Mobilisation Network has been put together to take care of housing and accommodation. Details will be announced shortly.
- That being said, to take some of the burden off our comrades' shoulders, if you can arrange you own accommodation in Toronto, please do so.
- To stay updated, visit http://g20.torontomobilize.org/comingtotoronto

What to bring:
- A backpack;
- A sleeping bag;
- Comfortable shoes and clothing;
- A change of clothes;
- A water bottle for each person;
- Nuts, fruits, granola bars, etc.;
- Some money;
- Scarves or handkerchiefs soaked in lemon juice (or white vinegar) - and kept in ziploc bags - to reduce the effects of crowd control gas.

N.-B. If you choose to bring a gas mask, please be aware that cops have threatened to arrest anyone wearing a gas mask or "any other disguise". Of course, this is psychological intimidation because such a systematic operation would be flat out illegal. Nonetheless, be aware that the G8/G20 summits will be the biggest (in)security operation in



KKKanada's history and that anything can happen. For a better idea of the craziness, you can read this memo sent to downtown Toronto residents: http://g20.torontomobilize.org/node/48.

What no to bring:
If you are planning on coming with the CLAC/RAGE organised transportation, PLEASE RESPECT EVERYBODY'S SAFETY:
- Do not bring any drugs, weapons or anything that could jeopardise the safety of others on board the busses, either in your luggage or on your person.

Repression to expect:
According to information already publicly available:

- 15,000 police officers and military personnel will be deployed in Toronto during the summit;
- Police is planning to use tear gas and rubber bullets;
- Toronto Police will be on Facebook and Twitter to inform the population in real time during the protests…;
- There will be two separate (in)security perimeters;
- The outside perimeter will go between Queen St. and Lakeshore Bvd., and Spadina Ave. and Yonge St. This perimeter will be handled by the Toronto Police Service;
- The exact location of the inside perimeter is still being kept secret. This one will be handled by the RCMP;
- Chainlink fences will go up two weeks before the summit itself;
- To access the Convention Centre, there will be five separate (in)security levels to go through;
- The manholes downtown will be welded shut;
- All trash cans and paper boxes will be removed from the streets;
- A former movie studio will be transformed into a temporary prison;
- CSIS has visited dozens of organisers over the last months to gather information on the anti-G20 convergence.

Affinity groups:
- It is STRONGLY encouraged to organise in affinity groups to take part in this convergence. Affinity groups are not only a tactic to organise direct action: above all, they are a way to ensure that you can feel safe around trusted friends in a potentially hostile environment;
- As much as possible, never stay alone by yourself;
- If you are planning autonomous direct action, DO NOT TELL ANYONE ABOUT IT but the trusted members of your affinity group;
- Make sure your group chooses a safe place to go back to in case the groups breaks up; Make sure everyone knows how to get there.

Legal support:
There will be a Legal Support team in place throughout the summit.
The number to call to get help is:
416-833-6137

Carte de la résistance au G20

Légende

Ligne de métro Yonge

Ligne de métro Bloor

Stations de métro

Tramway


Le G20 au Metro Toronto Convention Centre


Périmètre extérieur de sécurité annoncé

Clôture de 3m (tracé annoncé)

Informations à ne pas prendre pour du cash car provenant de publications policières



Point de départ de la manifestation du vendredi, 14:30



Point de départ de la manifestation syndicale du samedi, 13:00



Lieu vraisemblable de la prison temporaire, 629 Eastern Avenue

Renseignements utiles

Hébergement :
- Un comité spécial du Toronto Community Mobilisation Network se charge de l'hébergement collectif. Les détails seront connus dans les semaines à venir.
- Cependant, pour alléger le fardeau d'organisation de nos camarades, si vous avez la possibilité d'organiser vous-mêmes votre hébergement à Toronto, nous vous invitons à le faire.
- Pour rester au courant, visitez http://g20.torontomobilize.org/comingtotoronto

Quoi apporter :
- Un sac à dos ;
- Des chaussures et vêtements confortables ;
- Des vêtements de rechange ;
- Un sac de couchage ;
- Une bouteille d'eau par personne ;
- Noix, fruits, barre tendres, etc. ;
- Un peu d'argent ;
- Des foulards et du jus de citron (ou du vinaigre blanc) pour réduire les effets des gaz irritants ;

N.-B. Si vous apportez un masque à gaz : Sachez que les forces de la répression ont déjà signalé que quiconque porterait un masque à gaz ou «toute autre forme de déguisement » serait arrêté sur le champ. Il s'agit bien sûr d'intimidation psychologique (puisqu'une intervention de ce type serait tout simplement illégale…), mais gardez en tête que tout est possible et que l'opération de (in)sécurité autour du G20 sera la plus importante de l'histoire du KKKanada. La vigilance est de mise. Pour une meilleure idée de la campagne de peur orchestrée par la police, lisez ce mémo envoyé aux résident-e-s du centre-ville de Toronto: http://g20.torontomobilize.org/node/48.

Quoi ne pas apporter :
Si vous prévoyez utiliser le transport collectif organisé par la CLAC et le RAGE, NOUS VOUS PRIONS DE RESPECTER LA SÉCURITÉ DE TOUTES ET TOUS :
- N'apportez pas de drogues ou d'armes dans vos bagages ou sur votre personne, ou quoi que ce soit d'autre qui puisse compromettre la sécurité des autres passager-e-s.

La répression :
D'après les renseignements qui circulent déjà publiquement :
- 15 000 policiers et militaires seront déployés à Toronto pendant la période du sommet ;
- La police prévoit déjà utiliser des gaz lacrymogènes et des projectiles de plastique ;
- La police de Toronto sera sur Facebook et Twitter pour renseigner la population en temps réel pendant les manifestations… ;
- Il y aura deux périmètres de sécurité distincts ;
- Le périmètre extérieur s'étendra de la rue Queen au boulevard Lakeshore, et de l'avenue Spadina à la rue Yonge. C'est le Service de police de Toronto qui en assurera le contrôle ;
- L'emplacement exact du périmètre intérieur est gardé secret pour l'instant. C'est la GRC qui en assurera le contrôle ;
- Les clôtures seront érigées environ deux semaines avant le début du sommet ;
- Pour se rendre au Centre des congrès, il faudra traverser cinq niveaux de sécurité ;
- Les bouches d'égout du centre-ville seront soudées en place ;
- Toutes les pièces de mobilier urbain seront temporairement retirées ;
- Un ancien studio de cinéma sera transformé en prison temporaire ;
- Le SCRS a déjà visité des douzaines de personnes impliquées de près ou de loin dans l'organisation de la convergence pour récolter des renseignements.

Groupes d'affinité :
- Il est fortement conseillé de s'organiser en groupes d'affinité pour participer à une convergence de cette nature ; les groupes d'affinité ne servent pas uniquement à planifier des actions directes ; ils sont d'abord et avant tout un moyen efficace de s'entourer de personnes sur qui vous pourrez compter en cas de difficultés ;
- Dans la mesure du possible, ne restez jamais seul-e ;
- Si vous planifiez des actions directes autonomes, N'EN PARLEZ À PERSONNE D'AUTRE que les membres de votre groupe ;
- Prenez les moyens de vous retrouver facilement si vous êtes séparé-e-s ; donnez vous un lieu de repli « sécuritaire » et assurez vous que tout le monde sait comment s'y rendre.

Coordonnées du comité de soutien juridique :
Téléphone: **416-833-6137**

Rejoignez le Bike Block!



Un groupe de cyclistes montréalais-es s'organise pour se rendre à Toronto et amener nos vélos dans une remorque. On pourra rejoindre la Masse Critique torontoise du vendredi 25 et la poursuivre jusqu'au dimanche! Nous sommes entré-e-s en contact avec les reponsables de la logistique à Toronto et on nous a déjà assuré que nous serons très utiles!

Pour participer ou aider à s'organiser, écrivez à: **bikeblock2010@gmail.com**

Une invitation du Bike Squad

Internationalisme politique : une mouvance de résistance globale au capitalisme

Par Projet Accompagnement Solidarité Colombie

Les mobilisations entourant la tenue du G8 et du G20 à Toronto en juin 2010 se tiendront à peine six mois après avoir fêté les 10 ans des mobilisations de Seattle contre l'OMC qui avaient marqué les imaginaires des anticapitalistes du 21e siècle.

Campagne de sensibilisation, contre-sommets, manifestations, actions directes, centre des médias indépendants : tous les ingrédients seront réunis pour un nouveau grand spectacle de la convergence anticapitaliste. Pourtant, il y a fort à parier que nous serons moins nombreux en 2010 à l'appel de la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) 2010 que nous l'étions en 2001 à l'appel de la CLAC d'alors. Un constat qui pourrait être source de découragement peut au contraire nous amener à réfléchir sur l'évolution de nos luttes.

> «Tous les ingrédients seront réunis pour un nouveau grand spectacle de la convergence anticapitaliste. »

Le Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC), créé en 2003, est en quelque sorte issu de la CLAC, qui elle même avait été créée en 2000 pour se préparer à accueillir le Sommet des Amériques dans la ville de Québec. La lutte contre la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) s'inscrivait dans le refus de l'imposition d'un modèle de développement unique, incarné par les accords de libre-échange et les organisations économiques internationales, telles le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

Faisant écho aux appels et aux mobilisations des mouvements du Sud, allant des usines occupées en Argentine jusqu'aux Zapatistes du Mexique, en passant par les paysans sans terre du Brésil, les organisations sociales du Nord de diverses tendances, de la gauche sociale démocrate à l'extrême gauche, se sont inscrites dans le mouvement anti-mondialisation en organisant toutes sortes d'actions, manifestations massives contre les sommets et forums sociaux. Dans la solidarité Nord-Sud qui s'articulait alors, une poignée d'activistes d'ici ont voulu mettre en pratique les principes libertaires en construisant des relations durables entre mouvements de résistance. Le PASC est un des visages parmi les multiples formes de lutte dans lesquels continuent de s'incarner les principes anti-capitalistes scandés en 2001.

De la lutte contre la ZLÉA à la solidarité directe

La ZLÉA n'a jamais été adoptée, mais son projet a été repris à travers des accords négociés de manière bilatérale depuis les États-Unis et le Canada avec les pays d'Amérique du Sud. L'État canadien a des intérêts économiques aux quatre coins du globe et il compte sur des accords de libre échange pour garantir les profits de ses compagnies et la sécurité de leurs investissements, comme c'est le cas avec la Colombie actuellement .

Le développement économique promu par les accords de libre-échange de la dernière décennie n'amène pas l'amélioration des conditions de vie de la population du globe comme le prétendent ses défendeurs, mais exacerbe plutôt les conditions qui provoquent l'émergence des conflits, voire de la guerre. Et comme les mécanismes du marché et de la démocratie libérale ne suffisent pas pour imposer le développement économique et contrôler le mécontentement, il faut recourir à la guerre. Guerre au terrorisme, guerre à la drogue, guerre pour le pétrole... Nous sommes en guerre, le Canada est en guerre, et pourtant les habitant-e-s de ce pays ne semblent pas s'en apercevoir...

L'analyse des impacts des projets de développement – promus par les agences étatiques, certaines organisations non-gouvernementales et les compagnies privées – permet de faire le lien entre les puissants intérêts économiques, l'appropriation des ressources, le contrôle des populations et des territoires, la répression et les violations de droits humains à travers le monde.

Revenons sur l'évidence : le développement économique capitaliste (d'exploitation des ressources et des personnes, de consommation et de concentration de la richesse) ne se fait pas dans le vide, il a besoin de ressources. L'imposition d'un modèle de libre-échange entraîne le vol des territoires des communautés locales par l'État et ses alliés, afin de permettre l'exploitation des ressources pour faire croître encore et encore les indices économiques. Dans ce contexte, toute pratique économique collective qui n'a pas comme corollaire le profit est considérée comme sous-développée et non valide. Les paysan-ne-s du monde entier se voient donc persécuté-e-s, puis dépossédé-e-s de leurs terres, afin de se conformer à un rôle d'ouvrier agricole ou minier dans les projets agro-industriels, sous le contrôle de l'élite économique.

Cette analyse anticapitaliste du développement nous amène à nous percevoir comme faisant partie des réseaux de communautés en résistance, et non pas comme des citoyen-ne-s du Nord en relation d'aide avec le Sud. Cela entraîne le défi de construire une relation d'alliés avec les communautés en résistance afin de développer une pratique de « solidarité directe ». Notre vision de la solidarité tire ses racines d'une critique du développement et d'une tradition historique d'internationalisme politique. L'aide humanitaire et la solidarité internationale, telles que pratiquées par la majorité des organisations internationales, gouvernementales ou non, participe en effet du néo-colonialisme ambiant, en perpétuant la dissymétrie de pouvoir entre le Nord et le Sud et en faisant la promotion du modèle de développement capitaliste qui génère continuellement des inégalités.

Les communautés qui refusent le modèle économique de développement capitaliste se trouvent tôt ou tard réprimées, elles sont signalées comme responsables du « retard économique », leurs idées d'harmoniser les plans de vie avec le respect de la nature ou de penser à ce qu'on lègue aux futures générations les rend coupables d'empêcher le « progrès ». Si elles se déclarent en résistance, elles seront amalgamées à une menace criminelle rapidement qualifiée de « terroriste ». Un nouveau chapitre de la guerre s'ouvre alors : la guerre au terrorisme, une guerre sans frontière qui peut s'exporter au gré des révoltes et des dissidences.

De la nécessité des anticapitalismes en contexte de guerre au terrorisme

À l'heure où les crimes d'État sont de plus en plus banalisés sur la scène internationale et que l'on martèle sans cesse le dogme de la sécurité nationale, le discours des médias de masse rejoint celui de l'État et façonne l'opinion publique en faisant un dangereux amalgame entre résistance populaire et criminalité. Militer pour revendiquer des changements sociaux et politiques structurels est de plus en plus facilement assimilé à du potentiel terrorisme. Ce glissement de terrain, qui vise à délégitimer l'action politique et à la stigmatiser aux yeux du public, pose de sérieux défis.

En tant qu'organisation prônant la solidarité directe entre les organisations sociales du Nord et du Sud s'inscrivant dans une mouvance de résistance globale au capitalisme, nous croyons qu'il est crucial de mener une réflexion quant aux stratégies que nous devons mettre de l'avant, face à la potentielle criminalisation de nos organisations et de nos luttes. Le piège pour nous est de tomber graduellement dans l'autocensure ou la dépolitisation de notre discours. La tentation d'articuler nos revendications exclusivement en termes de droits humains ou sociaux, afin de se défendre de ces accusations et de chercher à donner une légitimité légaliste à notre action, peut effacer peu à peu le caractère anticapitaliste de nos luttes.

Nous croyons qu'il est important de dénoncer le fait que la guerre au terrorisme, en Colombie comme ailleurs, sert trop souvent de prétexte pour mener des campagnes de salissage contre les organisations sociales devenues trop dérangeantes pour l'ordre établi. Ainsi, en associant gratuitement militants et criminels ou terroristes par le biais de campagnes de peur, les gouvernements visent à museler les organisations, à entacher leur réputation, à leur faire perdre leurs appuis et à les isoler du reste de la population. Nous ne pouvons nous laisser intimider dans nos luttes pour la justice sociale par de tels discours diffamatoires qui tentent de détourner l'attention par la désinformation. Au contraire, il faut riposter publiquement et continuer à démasquer les pratiques du terrorisme d'État, ainsi que les élites économiques et multinationales qui en profitent au quotidien.

Les mobilisations contre les Sommets des dirigeants de ce monde sont des occasions de réaffirmer la nécessité d'une analyse anticapitaliste dans nos luttes quotidiennes. Nous ne percevons pas les manifestations contre les sommets comme des fins en elles-mêmes, mais comme des occasions de mobilisation et de contestation, ainsi que des lieux de rencontres et de convergences, afin de mettre en commun nos forces, nos pratiques et nos savoirs. L'anticapitalisme est une multitude et une diversité de réseaux, de pratiques, de modes de vie, de solidarités, de résistances et de luttes quotidiennes ; construisons-les ensemble !

Pour plus d'informations, visitez notre site web: **www.pasc.ca**



Répression et résistance

Par le Collectif Opposé à la Brutalité Policière (COBP)

Répression

En Occident, les manifestations contre les grands sommets officiels ont souvent été brutalement réprimées au fil des dernières années. Il semble que les élites n'apprécient guère que la mise en spectacle de leur puissance soit perturbée par des agitatrices et des agitateurs qui contestent leur légitimité. Mais cette réaction violente ne suffit pas, bien au contraire, à saper la volonté des forces anticapitalistes, anti-impérialistes et antipatriarcales, qui se mobilisent dès que les élites organisent un nouveau sommet. En fait, cette réponse violente à la contestation prouve à elle seule l'arrogance des élites et leur incapacité à recevoir la critique, autant de raisons supplémentaires pour manifester contre ce système brutal et injuste.

Déjà, l'ampleur des mobilisations policières est révélatrice de la volonté des élites de mettre en spectacle leur puissance : 6 000 policiers ont été mobilisés lors du Sommet des Amériques à Québec, en avril 2001, sans compter 500 militaires tenus en réserve à la base de Valcartier ; 16 000 militaires et policiers au Sommet de l'Union européenne, à Thessalonique (2003) ; 12 000 policiers pour le Sommet du G8 en Écosse (2005) ; 10 000 policiers français et 14 000 allemands lors du Sommet de l'OTAN à Strasbourg (2009) ; 15 000 policiers au Sommet du G8 en Italie (2009). Au final, il s'agit de milliards de dollars de fonds publics gaspillés dans ce déploiement répressif policier.

Le gouvernement canadien a annoncé qu'il y aurait 10 000 policiers sur le pied de guerre à l'occasion des sommets du G8 et du G20, à Toronto, à la fin du mois de juin 2010. Mais s'il n'y avait que la mobilisation policière...

Voici un survol de quelques manifestations frappées par des arrestations de masse, lors des dernières années :

- 603 arrestations à Seattle en 1999 (Conférence de l'Organisation mondiale du commerce – OMC) ;
- 859 arrestations à Prague en septembre 2000 (FMI – Banque mondiale) ;
- 481 arrestations à Québec en avril 2001 (Sommet des Amériques) ;
- 539 arrestations à Göteborg en juin 2001 (Sommet de l'Union européenne) ;
- 310 arrestations à Gênes en juin 2001 (Sommet du G8) ;
- 500 arrestations (environ) à Montréal en avril 2002 (réunion ministérielle du G8) ;
- 1 821 arrestations à New York en août et septembre 2004 (convention du Parti républicain) ;
- 700 arrestations (environ) en Écosse en 2005 (Sommet du G8) ;
- 464 arrestations à Strasbourg en avril 2009 (Sommet de l'OTAN) ;
- 1 200 arrestations lors du Sommet du climat, à Copenhague (2009).

Lors de ces arrestations, les personnes interpellées sont souvent gardées en prison, sans voir d'avocat, plus longtemps que ne le permet la loi ; l'objectif des policiers semble être surtout d'empêcher les personnes arrêtées de retourner manifester. La répression s'exprime aussi par la brutalité des attaques des policiers contre les manifestations : coups de matraques et de bottes, charges à cheval (à Montréal) et en véhicules blindés (à Gênes), tirs de grenades de gaz lacrymogène ou de balles de caoutchouc, utilisation du poivre de Cayenne, jets d'eau, tirs de balles réelles (Göteborg et Gênes en 2001).

Les policiers sont souvent pris d'étranges obsessions. À Vancouver, avant le Sommet de l'Asian Pacific Economic Cooperation en novembre 1997, ils ont arrêté des manifestants qui brandissaient des affiches sur lesquelles on pouvait lire : «Démocratie», «Droits humains» et… «Liberté d'expression». À Strasbourg, avant le Sommet de l'OTAN en 2009, des policiers ont menacé d'arrêter des résidentes et résidents qui avaient suspendu à leur balcon un drapeau frappé du slogan «Paix».

Les forces policières et les autorités pratiquent aussi l'intimidation, n'hésitant pas par exemple à visiter des activistes dans les semaines avant les grandes



Que faire face au gaz?

• Éviter la crème solaire et les lentilles de contact (choisir les lunettes), car le gaz et le poivre de Cayenne s'y incrustent.

• Une personne touchée par du poivre ne doit pas paniquer, malgré la douleur. Chercher une zone calme et se rincer les parties touchées avec de l'eau claire. NE PAS se frotter les yeux.

• Les gaz de type HC sont inoffensifs : il s'agit d'un simple fumigène.

• Les gaz de type CN dégagent une odeur de pomme, et peuvent provoquer des picotements et une sensation de brûlure aux yeux, dans le nez, la bouche et la peau.

• Il ne faut pas paniquer (oui, oui : ça brûle...) : essayer de garder les yeux ouverts, sans se les frotter, et se déplacer rapidement hors de la zone affectée par les gaz. Se rincer abondamment avec de l'eau en tenant la tête en arrière.

• L'ajout d'un peu de sel ou de bicarbonate de soude dans l'eau accroît son effet calmant et nettoyant.

• Changer de vêtements et se doucher dès que possible.

• Évidemment, tout cela ne s'applique pas pour celles et ceux qui portent de bons masques à gaz!



mobilisations. Au Québec, des agents du Service canadien de renseignement et de sécurité (SCRS) ont ainsi visité en 2010 des militantes et militants avant le passage de la flamme olympique, cherchant à connaître ce qui se tramait pour perturber cette cérémonie (devant des agents du SCRS, vous n'avez aucune obligation de parler, ni même de les laisser entrer dans votre domicile).

Une autre tactique policière est d'infiltrer les groupes militants, voire de pratiquer la provocation : des semaines avant le Sommet des Amériques en 2001, le groupe Germinal s'était fait infiltrer par deux agents de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) qui avaient fourni du matériel militaire inoffensif (grenades fumigènes). Des activistes du collectif ont été arrêtés 24 heures avant le début du Sommet et se sont vus condamnés à de lourdes peines.

Dans certains pays, les lois antiterroristes sont utilisées pour pratiquer des contrôles abusifs et des arrestations arbitraires en pleine rue et dans les espaces publics. En 2009, en Grande-Bretagne, les policiers ont effectué pas moins de 256 000 contrôles doublés d'arrestations temporaires, en vertu de la Loi antiterroriste, ce qui représente 700 interpellations par jour. Résultat : ils n'ont pris ainsi aucun «terroriste», mais ont réussi à neutraliser plusieurs personnes qui se rendaient à des manifestations, dont des rassemblements pour la paix.

Résistance

Cela dit, la contestation contre les élites politiques, économiques et militaires reste dynamique, puisque les mobilisations se poursuivent en dépit de cette vague répressive. Malgré l'annonce du déploiement de milliers de policiers pour protéger les sommets de l'élite, des dizaines de milliers de manifestantes et de manifestants descendent dans la rue, et plusieurs n'hésitent pas à se confronter aux policiers qui ont fait le choix de prendre le parti des puissants contre le peuple et les pauvres. La résistance s'organise aussi contre la répression. À chaque sommet, des comités de soutien juridique sont mis sur pied. Après Seattle, les personnes arrêtées ont remporté leur recours collectif et reçu un dédommagement financier. Après Gênes, des policiers ont été reconnus coupables de mauvais traitement des prisonnières et prisonniers. Dans plusieurs cas d'arrestations de masse, les juges infligent des peines finalement minimes aux activistes, ou rendent un verdict de non culpabilité.

> « Le gouvernement canadien a annoncé qu'il y aurait 10 000 policiers sur le pied de guerre à l'occasion des sommets du G8 et du G20, à Toronto. »

Dans tous les cas, il est possible de prendre certaines précautions pour réduire les risques d'arrestation en manifestation. Ainsi, il est prudent de choisir des vêtements et des chaussures confortables, qui permettent de courir (éviter les chaussures neuves, les talons aiguilles, les sandales). Il faut être conscient que tout ce qui pourrait être considéré comme une arme (canif ou petit couteau) ou de la drogue saisie sur vous peut aggraver votre situation devant un juge. Il est toujours préférable d'être avec des gens de confiance, que l'on connaît, avec qui on arrive à la manifestation et avec qui on quitte les lieux après l'événement.

En cas d'arrestation, ne dites rien de plus que votre nom, votre âge et votre adresse; pour le reste, gardez le silence, en attendant de parler à une avocate ou un avocat. Et n'oubliez pas que pendant que vous êtes momentanément sous le pouvoir de la police, vos camarades continuent la lutte, en attendant que vous les rejoigniez.

Jeu-devinette
DÉTECTEZ LES «COCKTAILS DUROCHER»

Souvent, les médias officiels privés et publics exagèrent ou mentent au sujet de la « violence » des manifestantes et manifestants. Après les fameuses manifestations de Seattle, en 1999, les médias ont inventé tout un arsenal imaginaire, affirmant faussement que des anarchistes avaient utilisé des fusils à balles de plomb, des lance-pierre de chasse tirant des billes de plomb, et des fusils à eau remplis d'eau de javel ou d'urine. En prévision de manifestations contre la Convention du Parti républicain à New York en 2004, les tabloïds New Daily News et New York Post expliquent que des anarchistes qui débarqueront en provenance du Québec ont utilisé une catapulte lançant des ours en peluche imbibés d'essence et enflammés à l'occasion des manifestations contre le G20 à Montréal, en 2001. Or la réunion du G20 à Montréal s'était tenue en 2000, et c'est lors du Sommet des Amériques à Québec, en 2001, qu'une catapulte est entrée en action : elle ne lançait que d'inoffensifs nounours en peluche, sans flammes ni essence...

Les policiers aiment bien mentir eux aussi au sujet de l'arsenal des activistes, ce qui permet de justifier leur répression. Ainsi, les «cocktails Durocher» doivent leur nom au célèbre commandant André Durocher, du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), qui n'hésitait pas à mentir aux médias pour justifier les arrestations de masse. Après l'arrestation de masse « préventive » (selon l'expression du commandant) du 26 avril 2002, d'une foule ayant répondu à l'appel de la Convergence des luttes anti-capitaliste (CLAC) de manifester contre une réunion ministérielle du G8, à Montréal, le commandant Durocher a même osé brandir devant les caméras des médias des bouteilles de plastique, en déclarant qu'il s'agissait de cocktails Molotov. Évidemment, un cocktail Molotov doit être fabriqué avec une bouteille de verre, et non de plastique, pour qu'il puisse éclater en touchant la cible.

Un « cocktail Durocher », c'est donc une fausse preuve produite par les policiers pour justifier la répression. Pour vous entraîner à les repérer, voici une petite devinette qui consiste à associer des mensonges policiers avec un événement politique.

Mensonges des policiers

1) Un chef de police déclare avoir saisi des explosifs et des ballons remplis d'acide dans un entrepôt où des activistes confectionnaient des marionnettes géantes ;

2) Les policiers déclarent avoir saisi du matériel pour fabriquer du poivre de Cayenne ;

3) Les policiers disent avoir trouvé des cocktails Molotov dans un centre de convergence ;

4) Les policiers déclarent avoir arrêté des manifestants qui transportaient des bombes ;

5) Les policiers annoncent avoir intercepté une camionnette contenant des serpents et des reptiles venimeux, déclarant que les activistes planifiaient de libérer ces animaux dans les rues du centre-ville ;

6) Les policiers déclarent que des « anarchistes » ont lancé de l'acide au visage d'un policier ;

7) Les policiers affirment que des activistes ont placé dans la ville des bombes de glace sèche ;

8) Les policiers disent avoir saisi des cocktails Molotov dans le sac à dos d'un manifestant blessé ;

9) Les policiers arrêtent lors d'une manifestation un individu ayant tiré d'une arme à feu.

Réponses

1-d); 2-g); 3- i); 4-a); 5- e); 6- f); 7-b); 8-h); 9-c)

La vérité

a) Washington D.C. 2000, réunion conjointe de la Banque mondiale et du FMI (les policiers se rétractent peu après)

b) Philadelphie, Convention du Parti républicain 2000 (les policiers avouent que c'est faux).

c) Montréal, 26 avril 2002(c'est vrai, sauf que l'individu n'a pas été interpellé dans la manifestation, mais en même temps qu'une arrestation de masse, dans une station de métro. Les deux événements n'ont aucun lien, sauf pour André Durocher)

d) Philadelphie, Convention du Parti républicain 2000 (les policiers avouent qu'ils n'ont rien saisi d'illégal lors de l'opération).

e) Philadelphie, Convention du Parti républicain 2000 (les policiers ont finalement avoué qu'il s'agissait d'un véhicule d'un animalier qui n'avait aucun rapport avec les manifestations).

f) Philadelphie, Convention du Parti républicain 2000 (les policiers avouent que rien de tel n'est arrivé).

g) Washington D.C. 2000, réunion conjointe de la Banque mondiale et du FMI (les policiers avouent qu'il s'agissait d'ingrédients pour préparer de la soupe gazpacho).

h) Thessalonique, Sommet de l'Union européenne, juin 2003 (c'est vrai, sauf que la télé grecque a diffusé les images d'un policier qui plaçait les cocktails Molotov dans le sac-à-dos).

i) Gênes, Sommet du G8, juillet 2001 (c'est vrai, sauf qu'une commission parlementaire permet d'apprendre que les policiers avaient placé eux-mêmes les cocktails Molotov dans les locaux de l'école Diaz).

L'État vous surveille

Par le Réseau de la Commission Populaire



Au cours des derniers mois, le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) et la Gendarmerie Royal du Canada (GRC) ont effectué plusieurs visites chez des militants et militantes à travers le Canada. Ces visites ont été effectuées dans le contexte des mobilisations contre les jeux olympiques à Vancouver et contre le Sommet du G8/G20 à Toronto. Certains groupes, ayant publiquement pris des positions contraires à l'agenda du gouvernement canadien, ont été particulièrement ciblés.

Dans la plupart des cas, les agents se présentent sans préavis chez les personnes en questions, disant qu'ils veulent leur parler à propos d'un groupe ou de leurs activités politiques.

Le Réseau de la Commission Populaire, un réseau montréalais surveillant et s'opposant à l'agenda de « sécurité nationale », s'emploie à dévoiler autant que possible les agissements du SCRS et à informer les militantes et militantes non seulement de leurs droits face au SCRS, mais aussi de l'importance d'une réponse de non-collaboration totale de la communauté militante.

Le SCRS est le principal organisme de renseignement au Canada. Son devoir, selon la loi, est de recueillir des informations et des renseignements afin de conseiller le gouvernement et protéger ainsi les intérêts canadiens.

L'implication du SCRS dans la répression des mouvements et organisations gauchistes ou radicales est bien documentée, et a commencé bien avant les événements de 2009-2010. Dès sa fondation en 1984, le SCRS s'est joint aux efforts du gouvernement canadien afin de marginaliser et affaiblir le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP). L'agence a intercepté les correspondances des militantes et militants syndicaux, commis des vols et installé un appareil d'écoute dans un bureau de poste pour surveiller les membres du syndicat. Par ailleurs, un agent du SCRS, Marc-André Boivin, a infiltré la CSN pendant 15 ans. Il a été impliqué dans une fausse menace de bombe pendant une grève des travailleurs et travailleuses d'un hôtel.

Le SCRS joue également un rôle important dans la marginalisation et le contrôle des individus et communautés migrantes au Canada, ciblant de façon régulières les personnes et les groupes travaillant en solidarité avec des mouvements politiques à l'étranger.

Dans le contexte des mobilisations contre le G8/G20, il est important de souligner les intérêts économiques qui influencent les activités et les priorités du SCRS. 'Protéger les intérêts du Canada', but officiel du SCRS, est une autre façon de dire 'protéger les intérêts des corporations et élites économiques canadiennes'. De plus en plus, les questions de sécurité prennent la première place dans des contextes transnationaux comme la rencontre du G8/G20 ou l'institution de l'ALÉNA. Il est donc essentiel de comprendre que la promotion du plan économique de ces groupes inclura la promotion du programme de sécurité nationale et la répression des mouvements sociaux de chacun des pays membre, et c'est dans ce contexte que nous devons analyser les visites des agents du SCRS (GRC, etc.) auprès des militants et militantes.

De façon générale, les visites du SCRS ont plusieurs objectifs et ne visent pas seulement la collecte de renseignements; leur travail a également pour but de créer ou d'exploiter les divisions entre les diverses factions militantes, de semer la désinformation, d'intimider, de développer des profils psychologiques et de recruter des informateurs et informatrices.

Le boulot du SCRS, c'est de recueillir des renseignements pour l'État et de perturber les mouvements pour la justice sociale. Leur mandat inclut la surveillance de toute activité considérée comme étant une menace envers l'ordre politique et économique actuel.
Leur intimidation cible les autochtones, les personnes immigrantes, les communautés racisées, les groupes radicaux, les syndicats, ainsi que les personnes travaillant en alliance avec ces groupes. Les actions du SCRS - qui incluent l'incompétence crasse, le racisme et la complicité dans des actes de torture - constituent autant de raisons pour décourager toute personne impliquée dans des mouvements pour la justice sociale de coopérer de quelque façon que ce soit avec eux.

Nous considérons toute visite surprise du SCRS comme étant du harcèlement.

C'est en partie pour ces raisons que le réseau de la Commission populaire insiste en la nécessité d'une totale non-coopération avec le SCRS et les autres services de sécurité par l'entièreté du mouvement pour la justice sociale (au sens large). Pour la Commission populaire, c'est la meilleure façon de maintenir l'unité et la solidarité, tout en nous concentrant sur l'important travail quotidien que nous effectuons.

Si le SCRS frappe à votre porte, nous suggérons d'adopter une attitude d'entière non-collaboration. Une visite du SCRS à votre domicile ou sur votre lieu de travail vous prendra par surprise, mais nous vous encourageons néanmoins à vous tenir prêts et prêtes à ne pas collaborer avec eux d'aucune façon.

Si vous êtes dans une situation précaire - à cause de votre statut d'immigration, d'accusations criminelles, de conditions de probation ou de libération conditionnelle, ou pour toute autre raison - nous vous suggérons de ne parler en aucun cas seul-à-seul avec des agents du SCRS. Il est possible de leur demander de contacter un avocat ou une avocate de votre choix, et de mettre fin à la conversation en refusant de leur dire quoi que ce soit de plus. Le réseau de la Commission populaire peut vous fournir une liste d'avocats et d'avocates pouvant agir de manière rapide et efficace contre les tactiques d'intimidation du SCRS.

Malgré les gestes sales qu'il pose au quotidien, le SCRS ne détient aucun pouvoir policier et ses agents ne peuvent donc pas vous arrêter.

En cas de visite du SCRS, nous vous invitons à contacter le réseau de la Commission populaire.

Finalement, nous vous invitons à participer à un colloque organisé par le réseau de la Commission populaire qui aura lieu les 5 et 6 février 2011. Le but du colloque est d'examiner en profondeur le programme de 'sécurité nationale' au Canada, et de dévoiler et critiquer les intérêts économiques et politiques servis par ces mêmes mesures de sécurité nationale. Nous espérons pouvoir dépasser le discours des droits et libertés qui dominent actuellement le débat public à ce sujet et explorer les dimensions politiques et sociales du plan de 'sécurité nationale'.

Pour contacter la Commission populaire: **abolissons@gmail.com**

Savoir se vendre

Par le RAGE

L'éducation, lorsqu'elle se retrouve à l'ordre du jour du G8 et du G20, y est toujours abordée à partir d'un cadre idéologique : celui du néolibéralisme. Ainsi, analyser les liens qu'elle entretient avec le G-20 revient à se questionner sur la place du savoir (sa nature, sa création, son acquisition, etc.) dans une société capitaliste. La logique promue par le G20 vise à arrimer l'éducation – comme d'autres domaines de la vie sociale : santé, environnement, etc. – aux marchés afin que cette dernière soit source de profits. Cet arrimage se présente sous différentes formes : principe de l'utilisateur-payeur, marchandisation du savoir, privatisation de la recherche, etc. Or, certaines études ont démontré que ces principes ont des conséquences dévastatrices tant sur la condition étudiante, que sur la diffusion des connaissances et la recherche universitaire.

La conception de l'éducation propre au néolibéralisme considère qu'elle est un privilège, un service et que «l'étudiant est un consommateur qui veut obtenir un service de qualité et qui sera disposé à en assumer le prix. »1 Ce principe de l'utilisateur-payeur nuit à l'accessibilité des études chez les moins nanti-e-s2 en plus de proposer une vision sociale élitiste qui s'oppose à l'idée que l'éducation est un droit auquel tous et toutes devraient avoir accès. Ces mesures favorisent aussi l'endettement étudiant ainsi qu'une augmentation du travail à temps partiel chez les étudiant-e-s, ce qui a un effet négatif sur la persévérance et peut affecter les résultats scolaires.3

En fait, cette logique de l'utilisateur-payeur favorise l'accès à une éducation postsecondaire pour les classes supérieures – qui ont les moyens de payer – et l'orientation des jeunes issus des classes populaires vers des emplois moins qualifiés et donc moins rémunérés. On assiste effectivement à une polarisation sociale où les membres des classes défavorisées ont de moins en moins de chances de s'élever vers un niveau de vie plus aisé alors que ceux des classes supérieures se voient confortés de façon quasi automatique dans leur position dominante. En bref, on démantèle l'ascenseur social qu'était l'éducation accessible pour créer une machine produisant d'un côté des gestionnaires du capital (éducation supérieure) et de l'autre des employé-e-s flexibles, dont l'utilité dépend du bon vouloir du marché.

D'un autre côté, on assiste, dans nos sociétés, à une marchandisation du savoir de plus en plus poussée. Le phénomène n'est pas nouveau en soi : ce concept, développé par Marx, qualifie la transformation de la valeur d'usage (l'utilité) en valeur d'échange, valeur qui peut alors être source de profits. Cette transformation est indispensable au capitalisme. En effet, dans un système économique basé sur l'augmentation constante de la valeur, la recherche

de nouvelles valeurs d'échange, parce qu'elle représente des profits potentiels, est une condition de survie.

Toutefois, la transformation du savoir en marchandise est un fait récent du capitalisme, dont on peut dater le commencement au début des années 1970. C'est à cette époque qu'émerge la notion de capital intellectuel et qu'on assiste à l'explosion des droits de propriété intellectuelle qui vont se généraliser dans tous les domaines : recherche, biomédecine, génétique, littérature, etc. Or, ce sont ces droits qui permettent de faire du savoir une marchandise fictive pouvant (et devant) être rentabilisée.[4] Dès lors, le savoir n'est plus une richesse sociale à laquelle tous et toutes peuvent avoir accès gratuitement, mais un bien soumis au droit et commercialisable sur le marché. On constate donc que c'est le même principe d'utilisateur-payeur qui est à l'œuvre ici : avec la marchandisation du savoir, il est de plus en plus difficile d'y avoir accès sans devoir débourser.

Cette même logique de rentabilité s'est progressivement imposée dans le domaine de la recherche universitaire, puisque pour faire face au désinvestissement de l'État, les universités ont été forcées de se tourner vers le privé pour trouver du financement. Ainsi, la dynamique capitaliste a là aussi été mise en place : ces dernières doivent maintenant être rentables, c'est-à-dire déboucher sur des résultats pouvant être exploités d'une manière commerciale. Cette intrusion d'intérêts capitalistes ne sera pas sans conséquence : les risques et les coûts seront en grande partie assumés par le public tandis que les profits iront principalement au privé, ce dernier s'appropriant, légalement et par l'intermédiaire des droits de propriété intellectuelle, les résultats de recherches financées à même les fonds publics.[5]

« Pour penser une société postcapitaliste, il nous faut aussi penser une éducation qui ne soit pas un instrument de reproduction idéologique des dominations sociales actuelles »

De plus, la mise en place de cette logique de rentabilité aura des conséquences négatives sur l'indépendance de la recherche (particulièrement dans le domaine des sciences biologiques), sur l'enseignement (peu rémunéré comparativement à la recherche), sur les budgets des départements les moins rentables sur le plan économique, etc. Plusieurs institutions seront aussi victimes de chantage économique de la part de leurs partenaires privés : en 2000 Nike a retiré un financement de plusieurs millions à trois établissements universitaires étasuniens (Michigan, Oregon et Brown) sous prétexte que certains-e-s de leurs étudiants-e-s avaient remis en cause les pratiques de la célèbre multinationale concernant le travail des enfants dans ses usines.[6]



En conclusion, le G20 se révèle encore une fois être ce qu'il est : un instrument de régulation et d'orientation des principales tendances capitalistes à l'œuvre à l'échelle mondiale. En effet, en 2009, le G8 a affirmé que « suite à l'actuelle crise économique, l'investissement en éducation et en formation est un élément crucial d'une reprise stable et d'un développement à long terme[7].» On constate donc que, lorsqu'ils se penchent sur la question de l'éducation, les participant-e-s de ces sommets la conçoivent comme une manière de former des employé-e-s plus productifs et productives ou comme une source de profits potentiels à travers la recherche et surtout pas comme un instrument d'émancipation individuelle et collective.

Face à cette conception capitaliste de l'éducation qui vise à former des automates travaillant à valoriser le capital au bénéfice d'une classe d'exploiteurs, nous proposons une éducation populaire, libre et accessible à tous et à toutes, visant à développer un esprit critique et l'engagement politique. Parce qu'au final, pour penser une société postcapitaliste, il nous faut aussi penser une éducation qui ne soit pas un instrument de reproduction idéologique des dominations sociales actuelles (classes, genre, race, etc.) mais bien un vecteur d'émancipation tant individuelle que collective. Et cette éducation que nous revendiquons, ce n'est qu'à travers les luttes – autant celles quotidiennes que celles de longue haleine – que nous pourrons peu à peu l'élaborer et la mettre en place.

1 Conseil du patronat, L'éducation supérieure, un investissement rentable et accessible, 2004, p.7.
2 Philippe Hurteau et Éric Martin, Tarification de l'éducation postsecondaire ou gratuité scolaire?, Montréal : Institut de Recherche et d'Informations Socio-économiques, 2007.
3 Fondation Canadienne des Bourses du Millénaire, Y'a-t-il un lien entre l'emploi pendant les études et la réussite scolaire?, Québec, 2009.
4 Amélie Deschenau-Guay et Maxime Ouellet, L'économie du savoir décryptée par Marx, Le Devoir (Montréal), 6 octobre 2007, p. C6.
5 Christian Laval, Les nouvelles usines du savoir du capitalisme universitaire, Revue du MAUSS, n°33, 2009, p.173-184.
6 Ibrahim Warde, L'université américaine vampirisée par les marchands, Le Monde diplomatique (Paris), mars 2001, p.21.
7 G8, People First : Tackling together the human dimension of the crisis, Rome, mars 2009.

Des *conquistadores* en costard-cravate

Par le comité Éduc-pop de la CLAC 2010

Le néocolonialisme, c'est à dire le contrôle des nations moins puissantes par les pays occidentaux par des moyens indirects tels que les politiques commerciales, économiques et financières, est indispensable au développement du capitalisme. L'accès aux ressources et à la main d'oeuvre bon marché, ainsi que la création et l'ouverture de nouveaux marchés doivent être conquis par tous les moyens nécessaires y compris, si nécessaire, par la force militaire. La mise en place de ces politiques par des institutions internationales comme le G8, le G20, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC), mènent inévitablement aux crises tant économiques, qu'alimentaires ou humanitaire et sont désormais les premières armes utilisées par les pays impérialistes afin d'assurer leur domination sur les pays du Sud.

Les rapports de domination qui déterminent aujourd'hui les relations internationales prennent leurs racines dans l'entreprise coloniale et l'esclavagisme qui ont permis aux pays d'Europe de l'ouest d'assurer leur domination économique et politique et d'accumuler les capitaux nécessaires à l'essor du capitalisme et de leur bourgeoisie nationale. Leur développement fut indissociable de l'économie coloniale qui a permis et continue de permettre un accès privilégié aux matières premières et à une main d'œuvre bon marché. Cette domination s'est renforcée par la suite par une dette publique et privée du Sud envers le Nord, dont le pillage humain et économique des pays du sud par ceux du nord a depuis longtemps été remboursé au centuple. On peut citer en exemple Haïti, qui à la suite de son indépendance, sera forcée en 1825 par la France à rembourser pour dédommagement l'équivalent actuel de 45 milliards de dollars en perte relié à l'arrêt de la traite des esclaves. Une somme dont le remboursement ne sera complétée qu'en 1972.

Les acteurs et les outils de la domination

Cette situation de néo-colonialisme se traduit par un renforcement des liens de dépendance entre pays du Sud et grandes puissances, qui s'opère par le biais d'un repositionnement militaire et économique des puissances impérialistes. Que ce soit sous le discours de la lutte à la drogue et au terrorisme (Plan Colombie, Plan Mexico, Afghanistan, Irak), sous le discours du développement (ZLÉA, accords bilatéraux, PPP, IRSA), ou de l'aide économique d'urgence (dollarisation des économies : Guatemala, Panama, Équateur, Argentine, etc.) ou de l'aide humanitaire (Somalie, Kosovo, Haïti), les pays du G8 mettent en place les mécanismes leur permettant de renforcer leur hégémonie politique et économique, en préparant le terrain pour offrir sur un plateau d'argent les ressources naturelles et la main d'oeuvre des pays pauvres à leurs multinationales.

Les États riches et les institutions multilatérales tentent de redorer l'image de leur mondialisation à l'occasion de sommets comme ceux du G8/G20. Les chefs d'État élus sont mis en avant pour mieux masquer les forces et lobbies qui y agissent sans aucun contrôle citoyen. L'invitation de représentants des pays dits « en voie de développement » ou de certaines ONG à ces rencontres entre parfaitement dans ce processus de légitimation. Les accords qui ressortent de ces sommets se font toujours au détriment des populations les plus vulnérables. Les institutions internationales interviennent afin de rendre les pays pauvres toujours plus dépendants. Alors que les pays du Sud doivent s'ouvrir totalement au commerce international tout en subissant le protectionnisme économique du Nord.



Les dessous de la crise et de l'aide alimentaire ou quand la faim c'est payant !

En parallèle, les Institutions financières internationales (IFIs), tel que la Banque Mondiale, le FMI, l'OMC et les pays du G8/G20, en poussant pour l'ouverture des marchés et la libéralisation de l'agriculture (par les traités de libre-échange entre autres), ont forcé le démantèlement des économies locales et nationales et de la souveraineté alimentaire, avec l'entrée en force de l'agro-industrie d'exportation. Les politiques criminelles des IFIs ont fait sombrer dans la dépendance alimentaire les pays du Sud, augmentant ainsi leur situation de dépendance et de vulnérabilité envers le Nord.

Toutes ces mesures ont eu comme impact une diminution drastique de la production d'aliments de base dans les pays du Sud. Ainsi en Asie et en Amérique latine notamment, le nombre de paysan-e-s est en diminution constante. L'agriculture est passée en quelques décennies d'une agriculture de subsistance, dont les excédents sont écoulés sur le marché local, à une agriculture de type capitaliste destinée à l'exportation. Cela a détruit les économies paysannes qui se sont retrouvées exclues de leurs propres marchés locaux suite à l'inondation de ceux-ci avec les denrées à faibles prix provenant des monocultures subventionnées du Nord. Cette transformation a pour conséquence que des milliers de paysan-e-s doivent abandonner leurs terres de gré ou de force et devenir des travailleurs et des travailleuses agricoles exploité-e-s dans les grandes plantations ou d'aller grossir les ceinturons de misères des bidonvilles, passant ainsi de producteurs d'aliments à demandeurs d'aide alimentaire.

Ainsi l'agro-industrie, dans une logique d'économie globale, fait en sorte que la production agricole des pays pauvres soit déterminée en fonction des besoins de l'extérieur ce qui les rend dépendants pour leur alimentation des importations des multinationales de l'agro-business et met fin à leur souveraineté alimentaire. Un pays qui dépend entièrement de l'étranger pour nourrir sa population est un pays profondément vulnérable. Il devient beaucoup plus facile de lui imposer la mise en place de politiques d'ouverture des marchés et la privatisation des ressources et des services qui vont en bout de ligne faire bénéficier les entreprises du Nord.

Crise alimentaire globale

En 2007, le secteur agricole mondial a connu une production record, 4% de plus que l'année antérieure. Pourtant malgré cela, de 2006 à 2008, le prix des aliments de base a augmenté en moyenne de 83%. La spéculation sur les denrées de base, considérées comme des investissements « sécuritaires », l'augmentation des prix des aliments, la concentration des terres provoquée par l'agro-industrie et la conversion de milliers de paysan-e-s en cheap labor a provoqué le franchissement du cap du milliard de personnes qui souffrent de la faim dans le monde en 2009. Pendant que des millions de personnes crèvent de faim, les profits des multinationales de l'agro-alimentaire telles que Monsanto explosent.

La réponse à la crise alimentaire n'est pas dans l'augmentation de la production, comme voudraient nous le faire croire les mentors de secteur de l'agro-alimentaire qui s'enrichissent sur la faim à l'échelle mondiale. Le problème n'a jamais été la quantité d'aliments disponibles, mais bien l'accès injuste aux ressources et moyens de production qui permettent l'accès aux aliments. Le problème est structurel : il est dans le modèle agricole qui a été imposé mondialement – l'agro-industrie – un modèle de production agricole capitaliste, qui touche le fond. Dans le système capitaliste les aliments ne sont qu'une marchandise de plus à commercialiser et sur laquelle des profits peuvent être faits ; ils ne sont qu'un élément de plus pour instrumentaliser la domination Nord-Sud.

Les dessous de l'aide humanitaire : des missionnaires aux humanitaires

À l'époque de la conquête de l'Amérique on envoyait les missionnaires pour civiliser les « sauvages » en leur apportant lumière et civilisation, aujourd'hui on parle « d'aide humanitaire » pour leur offrir démocratie et liberté. L'humanitaire a maintenant remplacé le missionnaire.

Dès les débuts de l'aide humanitaire, on retrouve ce même désir d'impérialisme qui animait les missionnaires lors de la conquête. Cette citation de Gustave Moynier, le premier président de la Croix-Rouge entre 1864 et 1910 démontre sans contredit ce discours qui diffère peu de celui adopté 400 ans plus tôt par les puissances européennes : «Les peuples sauvages (...) font la guerre à outrance et cèdent sans arrière-pensée à leurs instincts brutaux, tandis que les nations civilisées, cherchant à l'humaniser, confessent par là même que tout ce qui s'y passe n'est pas licite ». En octobre 2001, Colin Powell, alors secrétaire d'État des États-Unis déclare : « Nous avons les meilleures relations avec les ONG, qui sont un tel multiplicateur de forces pour nous, une part si importante de notre équipe de combat. (...) Car nous sommes tous engagés vers le même but singulier, aider l'humanité, (...) »

CAPITALISME

L'humanitaire, quelques soit sa forme et ses acteurs, sert de prétexte et de couverture à des visées hégémoniques et impérialistes. Il est trop souvent au service du capital et des classes dominantes. L'humanitaire ne fait que soulager momentanément, il ne s'attaque jamais aux racines du problème, c'est-à-dire au capitalisme et à ses contradictions.

Militarisme et ingérence humanitaire

Tout au long de l'histoire du capitalisme contemporain, les discours se sont succédés pour justifier l'intervention militaire des nations puissantes dans des pays du Sud et ainsi camoufler les intérêts économiques motivant ces agressions derrière des prétentions salvatrices. De la guerre au communisme à la guerre au terrorisme en passant par la guerre à la drogue, il est difficile de distinguer clairement l'humanitaire du militaire dans le modus operandi de ces opérations tellement les deux instruments sont imbriqués l'un dans l'autre. On fait la guerre au nom de l'humanitaire et on invoque l'humanitaire pour justifier la guerre. Dans les 20 dernières années, c'est sous des prétextes humanitaires que les pays occidentaux, souvent avec l'aide de l'OTAN, leur bras armé, ont envahi plusieurs pays comme l'Irak en 1991, la Somalie en 1992, le Kosovo en 1999, l'Afghanistan en 2001, l'Irak à nouveau en 2003 et Haïti en 2004. Les pays capitalistes ne font appel au droit d'ingérence pour des motifs humanitaires que pour mieux servir leurs propres intérêts. Dans le cas contraire, c'est-à-dire lorsqu'il n'y pas d'intérêts économiques, ils invoquent le droit de « non ingérence dans les affaires intérieures des États souverains ». Cette vision sélective de l'humanitaire conduit ces États à intervenir massivement par exemple en Afghanistan et à rester passif face aux massacres perpétrés par l'État Israélien à Gaza ou face à l'État colombien, pays où on retrouve le plus grand nombre de syndicalistes assassiné-e-s annuellement au monde pour des motifs politiques.

« L'humanitaire ne fait que soulager momentanément, il ne s'attaque jamais aux racines du problème, c'est-à-dire au capitalisme et à ses contradictions. »

La guerre pour l'humanitaire, ou détruire pour reconstruire

L'une des raisons principales des « guerres humanitaires » est la nécessité de reconstruire pendant ou après le conflit. Cette notion de destruction massive a été formellement mise en place peu après la Deuxième Guerre mondiale sous le nom de Plan Marshall. Le Plan Marshall fut en effet une opération d'envergure extrêmement rentable pour les alliés (principalement les États-Unis) qui consistait à reconstruire l'Europe dévastée par la guerre, de façon à empêcher le « danger » socialiste. Il s'agissait en effet de rétablir les États, leurs forces répressives et des structures politiques locales à la solde des reconstructeurs avant tout, et de les assister par la suite à reconstruire les infrastructures en question et d'assurer les biens essentiels (aliments, santé, éducation, etc.) par le biais de ses entreprises nationales.

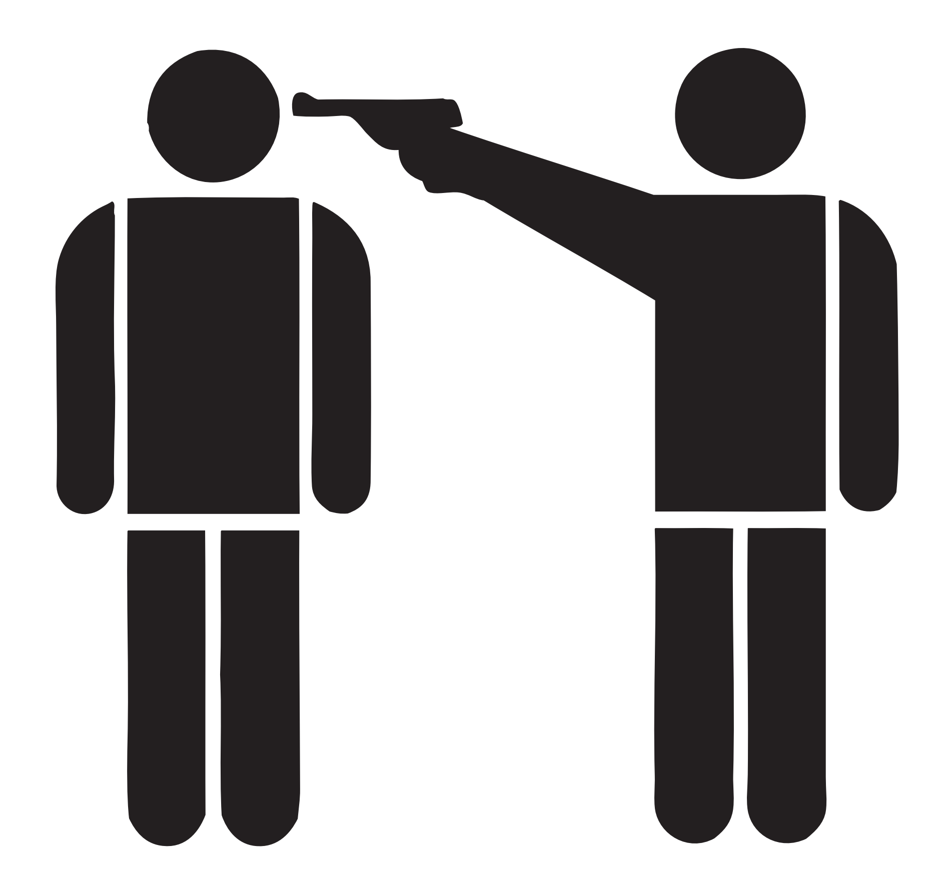
Au XXIème siècle, ce processus de reconstruction a besoin des ONG et des organisations humanitaires à la solde de « l'État agresseur » afin de limiter les risques d'insurrections ou de « révoltes populaires » reliées au manque de denrées de base, de soins primaires, de services médicaux ou d'un toit aussi précaire soit-il. Ces organisations permettent une première « pacification » de la population. L'occupation des ruines du Palais présidentiel et des points stratégiques de Port-au-Prince, par les parachutistes de l'armée américaine dans les jours suivant le séisme haïtien démontre bien que sur le terrain, l'humanitaire est largement subordonné au militaire, permettant ainsi le contrôle des opérations du début à la fin.

Que ce soit par la mise en place de mécanismes de régulations économiques et politiques ou par l'utilisation de la force, les pays du Nord continuent encore et toujours de piller les ressources au Sud au nom du profit. Toronto accueillera le G20 en juin, ce qui permettra encore une fois de dicter les grandes lignes de l'exploitation et du vol des pays du sud, ainsi que de la précarisation des conditions de vie des populations du Nord pour les prochaines années. Il est impératif de développer une solidarité internationale de tous et toutes les travailleur-euses et précaires par la création de réels mouvements de masse afin d'abattre une fois pour toute le capitalisme et l'État qui nous maintiennent dans cet esclavage moderne !

Le dogme du capitalisme : un cul de sac inévitable

Par le comité Éduc-pop de la CLAC 2010

On nous martèle depuis déjà beaucoup trop longtemps les formules milles fois répétées de ce discours vide nous demandant une croyance aveugle en les vertus du dogme de la croissance économique, selon lequel le capitalisme allait apporter le développement et le mieux-être pour tous et que les pays dits « sous-développés » parviendraient un jour à jouir de ses bienfaits, comme l'avaient réussi les pays industrialisés. « Il faut d'abord créer la richesse pour ensuite la distribuer » disait-on. Ah oui… mais jusqu'à quand ?! Les promesses de développement ne se sont jamais matérialisées, celles de redistribution de la richesse encore moins et les conditions de vie des populations des pays pauvres n'ont fait que se détériorer jusqu'à atteindre des niveaux de misère extrême pour une grande partie d'entre elles. À présent, les ressources nécessaires à la reproduction et au développement du capitalisme doivent venir non plus seulement des pays du Sud, mais aussi des pays occidentaux.



Que se passe t-il si même au Nord, on fait primer les besoins de l'internationalisation du capital sur ceux des populations, si les droits des investisseurs et des entreprises priment sur les droits sociaux des individus ? Que se passe t-il si les plans d'ajustement structurels ne se limitent plus aux pays du Sud et si les politiques de balance des paiements doivent être suivies aussi par les pays occidentaux ? Il se passe ce qui est en train d'arriver : non seulement les conditions de vie dans les pays du Sud sont de plus en plus catastrophiques, mais celles des populations du Nord se détériorent également à un rythme qui va en s'accélérant.

La situation est désastreuse pour des milliards d'êtres humains : pertes massives d'emplois, baisses des salaires, faillites à la chaîne, sous-alimentation, appauvrissement, guerres, répression et désespoir. Le système de production et de consommation capitaliste génère une accumulation et une concentration barbare des richesses au niveau mondial. Les chiffres sont révoltants : 2 % de l'humanité concentre actuellement 50 % du patrimoine de la planète, alors que la moitié de la population mondiale n'en détient que 1 %. Concrètement cela signifie que 327 personnes possèdent 46% de toute la richesse mondiale, alors que nous sommes 6,5 milliards d'être humains sur la planète… Quatre personnes dans le monde (incluant le cher Bill Gates) possèdent à elles seules plus de richesses que 42 pays où vivent 600 millions de personnes! Le fossé entre les riches et les pauvres se creuse avec une vitesse vertigineuse partout dans le monde ; d'années en années les riches sont moins nombreux et plus riches, les pauvres sont plus nombreux et plus pauvres, au Nord comme au Sud. C'est absolument inacceptable !

Le capitalisme est un système extrêmement violent qui se nourrit de l'injustice, où une minorité s'enrichie avec la misère de la majorité. Dans les pays du Sud, qu'il s'agisse des leaders syndicaux qu'on assassine pour ne pas faire perdre de compétitivité à l'entreprise étrangère ou les paysans qu'on chasse violemment de leurs terres, parce qu'ils ont les pieds sur des gisements miniers ou pétroliers, les « obstacles au commerce » sont souvent simplement les gens qui revendiquent leurs droits les plus fondamentaux. Dans les pays occidentaux, les entreprises décrient les « trop bonnes » conditions de travail (salaires décents, fonds de pension, etc.) ainsi que les programmes sociaux, comme étant des « obstacles au commerce » qui empêchent le « libre accès » aux marchés (des services, entre autres) et ralentissent la croissance. Mais il y a lieu de se demander à qui sert ce

dogme de la sacro-sainte « croissance économique » ; croissance de quoi et pour qui ? Car c'est au nom de ce dogme idéologique du capitalisme, que les entrepreneurs, avec la complicité des gouvernements, n'hésiteront pas à charcuter allègrement dans nos acquis sociaux, gagnés par les luttes populaires et syndicales au cours de l'histoire.

Selon un rapport du Centre canadien de politiques alternatives, en 2008, les 100 dirigeants d'entreprises canadiennes les mieux payés ont empoché en moyenne 7,3 millions de dollars. La rémunération de ces dirigeants représente 174 fois le salaire moyen d'un travailleur canadien. En 2010 le canadiens devront travailler à plein temps toute l'année pour empocher la moyenne nationale de 42 000 $. Les PDG du club des 100 gagnent ce montant en une demi journée de travail !

Chez nous, la Banque Nationale a versé à Louis Vachon, le chef d'entreprise québécois le mieux rémunéré, 10,5 millions en 2008 en salaire, prime et actions. Chez Bombardier on a versé 23,1 millions de $ aux 6 plus hauts dirigeants de la compagnie en 2008. Pourtant depuis 2008, Bombardier a mis à pied plus de 5 000 employés, plaidant le « ralentissement économique », malgré le fait que l'entreprise a enregistré 1 milliards de $ de profit en 2008. Tout juste avant l'effondrement des marchés financiers, en octobre 2008, 200 dirigeants et administrateurs de grandes banques canadiennes se sont partagé plus de 150 millions de dollars en vendant les parts qu'ils détenaient dans leur entreprise. Pendant ce temps 417 000 personnes au pays ont été mises à la porte dans le contexte de la crise en 2008-2009. Actuellement, il y a plus d'un million et demi de personnes qui sont sans-emploi au pays, le taux de chômage atteint 8,2%, et ce, alors que plus de la moitié des chômeurs n'ont pas droit aux prestations d'assurance-emploi !

> « 2 % de l'humanité concentre actuellement 50 % du patrimoine de la planète, alors que la moitié de la population mondiale n'en détient que 1 %. »

Durant la crise, les gouvernements ont injecté à coup de milliards dans les banques et autres multinationales avec l'argent des contribuables, pour qui l'aide est bien mince. De la même manière, sous prétexte de sauver le système financier et d'éviter les fermetures d'usines et les pertes d'emploi le secteur privé s'est vu accordé des sommes colossales. Pendant qu'on aide les compagnies avec des fonds publics, ces dernières dilapident nos biens communs et se répartissent la richesse. Elles se placent sous la protection des tribunaux pour pouvoir se restructurer en toute impunité. Effacer la dette, ne pas avoir à payer les régimes de retraire, mettre les gens à la porte, sans ne devoir rien à personne. Puis les PGD et administrateurs, ces mercenaires de l'économie, pourront repartir leur business as usual sous de nouveaux noms. Selon un document officiel du G20, c'est en fait 5 trillions de $ d'argent public qui a ainsi été dilapidé à l'échelle mondiale vers le privé ce qui a fait bondir les dettes publiques des gouvernements occidentaux ; il s'agit du plus grand détournement de fonds publics qu'on ait connu dans toute l'histoire ! Puis lorsque la tempête s'est apaisée, les gouvernements ont recommencé à emprunter aux banques pour financer le paiement de la dette. En d'autres mots les institution financières qui sont les véritables responsables de la crise et qui ont reçu les milliards provenant de nos impôts, sont celles qui ensuite ont prêté de l'argent aux gouvernements afin de les « aider » à se sortir des problèmes de budget découlant des plans de sauvegarde. Aujourd'hui afin de rembourser leur dette, les gouvernements nous servent leur propagande idéologique du déficit zéro et tentent de nous convaincre que c'est parce que nous vivons « au dessus de nos moyens » que les gouvernements sont surendettés ! À les entendre c'est encore aux travailleurs et aux plus pauvres à faire des sacrifices et ils ne proposent que des mesures régressives tels que l'augmentation des taxes et des tarifs, ainsi que les coupures dans les services publics et les conditions de travail, plutôt que des mesures qui permettraient d'aller chercher l'argent où elle se trouve, dans les poches des riches banquiers et entrepreneurs et dans les méga-profits du secteur privé.

On assiste en réalité à une socialisation généralisée des coûts de la crise. Nous devons nous rendre à l'évidence : la démocratie au sein du système capitaliste est une démocratie de carton. Nous faisons face à une élite politique qui ne défend en rien les intérêts de la population et encore moins des secteurs le plus vulnérables, mais qui au contraire défend ses intérêts de classe, celle de

> « Nous sommes en fait devant ce que le système capitaliste mis à nu a à offrir : crise alimentaire, énergétique, environnementale et financière. »

l'élite, riches PDG et politiciens, qui passent du monde de la finance au monde politique et vice-versa et se font des cadeaux entre petits copains.

Nous sommes en fait devant ce que le système capitaliste mis à nu a à offrir : crise alimentaire, énergétique, environnementale et financière. Cette crise sociopolitique et économique globale, n'est que symptôme d'un système barbare basé sur l'exploitation sans limite des humains et des richesses naturelles, sur la destruction de la planète, la commercialisation de la vie, l'avarice et la violence. Nous sommes convaincus que le capitalisme n'est ni réformable, ni humanisable parce que dans sa nature même il n'y a pas de place pour les principes de solidarité, de bien-être collectif, d'égalité et de justice sociale. Ces principes sont incompatibles avec le capitalisme, où règne la loi de la jungle, la loi du plus fort, où l'accumulation illimitée de profit est la seule règle du jeu et la seule chose qui jouisse de liberté. Nous ne pouvons plus tolérer autant de douleur, autant de drames humains, autant de souffrance et d'injustice. Il faut nous mobiliser et agir ensemble pour changer les choses !

Nous devons construire une alternative qui puisse garantir l'autodétermination, la souveraineté alimentaire et énergétique, l'équilibre environnemental et la justice sociale pour les peuples, sans dépendance aux dictats du marché et aux politiques criminelles des États capitalistes et de leurs outils de domination tel que le G8/G20. Mais un changement dans le paradigme de la production, de la consommation et de la redistribution de la richesse ne peut être possible que dans le cadre de transformations politiques, économiques et sociales profondes et structurelles. Le capitalisme a fait son temps. La vie peut et doit être meilleure !

En route

Une insurrection, nous ne voyons même plus par où ça commence. Soixante ans de pacification, de suspension des bouleversements historiques, soixante ans d'anesthésie démocratique et de gestion des événements ont affaibli en nous une certaine perception abrupte du réel, le sens partisan de la guerre en cours. C'est cette perception qu'il faut recouvrer, pour commencer.

Il n'y a pas à *s'indigner* du fait que s'appliquent depuis cinq ans des lois aussi notoirement anticonstitutionnelles que la loi sur la Sécurité quotidienne. (en France) Il est vain de protester légalement contre l'implosion achevée du cadre légal. Il faut s'organiser en conséquence.

Il n'y a pas à *s'engager* dans tel ou tel collectif citoyen, dans telle ou telle impasse d'extrême gauche, dans la dernière imposture associative. Toutes les organisations qui prétendent contester l'ordre présent ont elles-mêmes, en plus fantoche, la forme, les moeurs et le langage d'États miniatures. Toutes les velléités de «faire de la politique autrement» n'ont jamais contribué, à ce jour, qu'à l'extension indéfinie des pseudopodes étatiques.

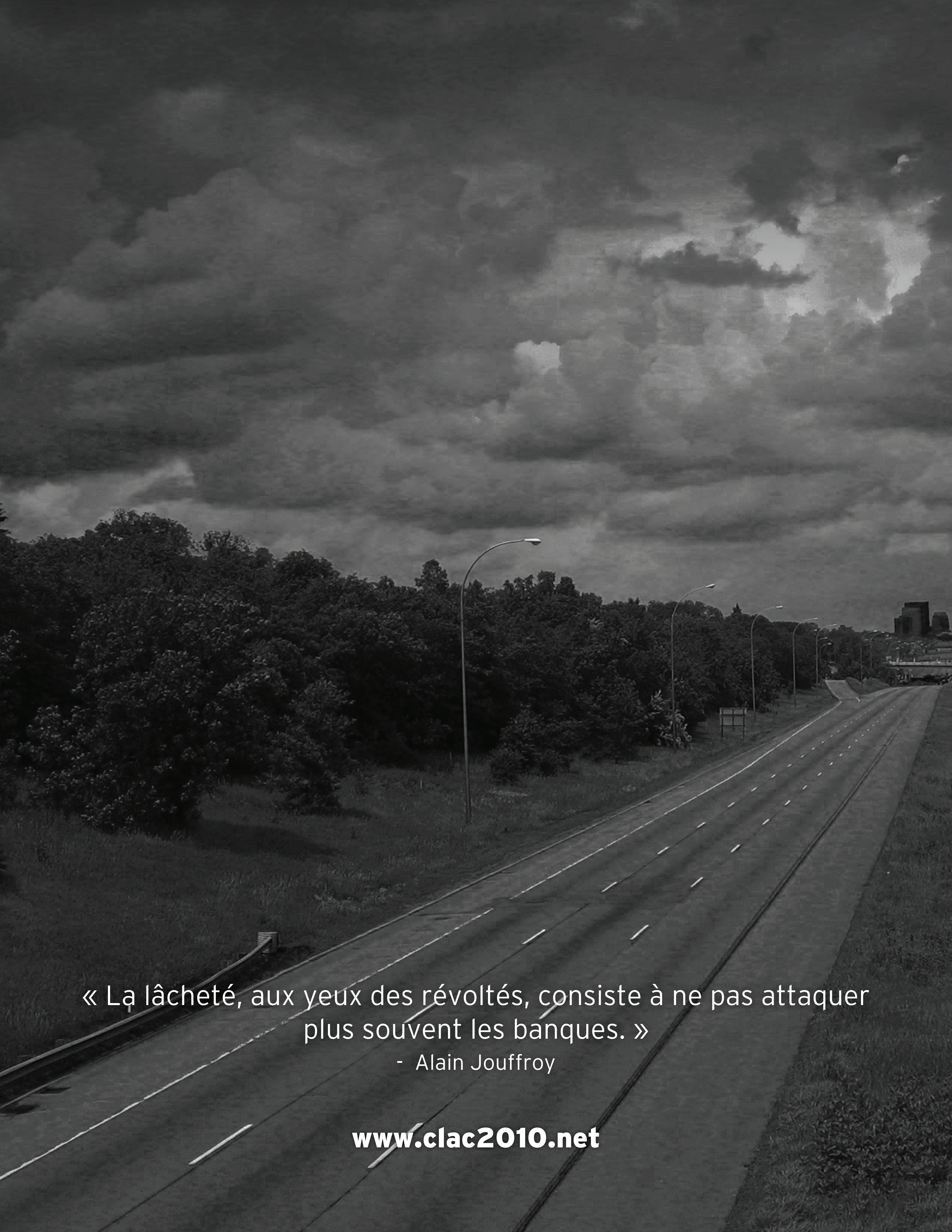
Il n'y a plus à *réagir* aux nouvelles du jour, mais à comprendre chaque information comme une opération dans un champ hostile de stratégies à déchiffrer, opération visant justement à susciter chez tel ou tel, tel ou tel type de réaction; et à tenir cette opération pour la véritable information contenue dans l'information apparente.

Il n'y a plus à *attendre* – une éclaircie, la révolution, l'apocalypse nucléaire ou un mouvement social. Attendre encore est une folie. La catastrophe n'est pas ce qui vient, mais ce qui est là. Nous nous situons d'ores et déjà dans le mouvement d'effondrement d'une civilisation. C'est là qu'il faut prendre parti.

Ne plus attendre, c'est d'une manière ou d'une autre entrer dans la logique insurrectionnelle. C'est entendre à nouveau, dans la voix de nos gouvernants, le léger tremblement de terreur qui ne les quitte jamais. Car gouverner n'a jamais été autre chose que repousser par mille subterfuges le moment où la foule vous pendra, et tout acte de gouvernement rien qu'une façon de ne pas perdre le contrôle de la population.

Nous partons d'un point d'extrême isolement, d'extrême impuissance. Tout est à bâtir d'un processus insurrectionnel. Rien ne paraît moins probable qu'une insurrection, mais rien n'est plus nécessaire.

- Texte tiré de *L'Insurrection qui vient*, par le Comité Invisible


« La lâcheté, aux yeux des révoltés, consiste à ne pas attaquer plus souvent les banques. »
- Alain Jouffroy
www.clac2010.net